



Munich Personal RePEc Archive

Aid in Retreat: Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Affairs

1 May 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/124656/>
MPRA Paper No. 124656, posted 02 May 2025 14:58 UTC

L'aide en recul: L'impact des réductions de l'aide américaine et européenne sur l'Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert ¹

Caricature: « Il est temps de mourir » ... Trump barre l'USAID



Source: © [Grolik](#), CartoonMovement, 2025

Résumé : Le 28 mars 2025, l'administration Trump a officiellement notifié au Congrès son intention de démanteler la quasi-totalité des postes restants au sein de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), y compris le Plan d'urgence du président américain pour la lutte contre le sida (PEPFAR). Cette décision met fin aux activités d'une institution clé de l'aide étrangère, mettant fin à plus de six décennies d'engagement prétendument humanitaire et de développement. L'USAID a longtemps été au cœur des critiques, tant à l'égard de l'administration Trump qu'à celles du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'Elon Musk. Cependant, le rôle de l'aide américaine et européenne en Afrique est entaché de contradictions. Bien que présentée comme un mécanisme de développement, cette aide a souvent servi des intérêts géopolitiques et néocoloniaux au détriment d'une croissance durable et autonome. Sous couvert de libéralisation économique, elle a été utilisée pour imposer des politiques de privatisation et de déréglementation, souvent au détriment des économies locales. Par conséquent, les agriculteurs africains sont devenus de plus en plus dépendants des semences importées, des engrais chimiques et des techniques agricoles industrielles, un paradigme qui profite de manière disproportionnée aux conglomérats agroalimentaires occidentaux tout en exacerbant l'insécurité alimentaire sur le continent. À ces défis s'ajoutent les réductions concomitantes des budgets d'aide du Royaume-Uni et de l'UE, motivées par des priorités de militarisation, qui menacent d'avoir de graves conséquences humanitaires, en particulier sur les populations les plus marginalisées d'Afrique. L'Afrique subsaharienne (ASS) risque d'être la plus touchée par ces réductions, car des initiatives de prévention essentielles, telles que la distribution de préservatifs et les programmes de prophylaxie pré-exposition (PrEP), risquent d'être interrompues prochainement. Les répercussions pourraient anéantir des décennies de progrès, notamment en matière de lutte contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant et de réduction de la mortalité pédiatrique. Pourtant, cette crise offre également une opportunité cruciale : l'Afrique pourrait reprendre le contrôle de sa trajectoire de développement, libérée des conditionnalités externes et des dépendances structurelles. Ce tournant pourrait ouvrir la voie à une ère d'autonomie, marquée par la collaboration régionale, l'innovation endogène et la souveraineté économique – des principes incarnés par des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Pour mener à bien cette transition, les gouvernements africains pourraient réorienter leurs politiques vers des solutions locales, en donnant aux entrepreneurs locaux, aux petits exploitants agricoles et aux industries nationales les moyens d'agir comme moteurs d'une croissance équitable. Cependant, la faisabilité de telles mesures reste précaire, compte tenu de l'emprise des élites et de la corruption systémique au sein de nombreuses structures de gouvernance en Afrique subsaharienne. L'analyse qui suit démontrera, en s'appuyant sur des études de cas menées en Afrique du Sud, au Nigéria, en Zambie et en Éthiopie, que l'économie politique du retrait de l'aide rend souvent les alternatives transformatrices non viables, les élites dirigeantes privilégiant l'enrichissement personnel aux réformes structurelles.

Mots-clés: [APD](#), [aide au développement](#), [USAID](#), [ONG](#), [Afrique subsaharienne](#), [politique commerciale](#), [politique de santé](#), [VIH](#), [tuberculose](#), [protectionnisme](#), [nationalisme](#), [impérialisme](#); [autosuffisance](#), [substitution aux importations](#), [ZLECA](#), [Ouganda](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Zambie](#), [Ethiopie](#)

JEL-Code: D04, D12, D18, D31, D43, D62, D73, E26, F13, F35, F52, F54, H42, H51, I14, I15, J16, N37, O55, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). Projet: 1 Mai 2025

1. Introduction

Graph 1: logo de USAID²



Source: © [USAID](#), Wikipedia

Le 28 mars 2025, [l'administration Trump](#) a notifié au [Congrès](#) son intention de supprimer la quasi-totalité des postes restants à l'Agence des États-Unis pour le développement international ([USAID](#)). Cette mesure entraînerait la fermeture de l'agence d'aide internationale, mettant fin à plus de 60 ans d'action humanitaire et de développement (Whisnant, 2025). L'USAID a été créée en 1961 pour administrer les programmes [d'aide humanitaire](#) au nom du gouvernement américain. Elle est de loin la plus importante branche humanitaire et de développement du gouvernement américain et emploie pas moins de 10 000 personnes, dont les deux tiers travaillent à l'étranger, selon le [Service de recherche du Congrès](#) (Chima, 2025).

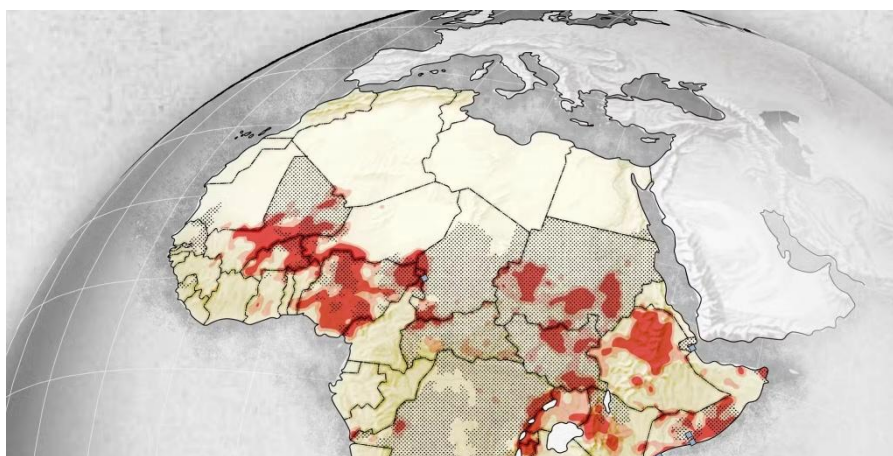
L'USAID est une cible privilégiée de l'administration Trump et du Département de l'efficacité gouvernementale ([DOGE](#)) d'[Elon Musk](#) depuis l'arrivée au pouvoir du président [Donald Trump](#) (Whisnant, 2025). L'USAID a dépensé environ 12 milliards de dollars en [Afrique subsaharienne](#) (ASS) en 2024, principalement en aide humanitaire et sanitaire. La majeure partie de cette somme semble désormais avoir disparu. Parmi les programmes supprimés figurent l'Initiative présidentielle contre le paludisme ([PMI](#)), qui lutte contre le [paludisme](#) dans des dizaines de pays africains, et des projets de fourniture de vaccins contre la [polio](#), le [rotavirus](#) et la [COVID-19](#). Mais le plus grand coup porté est celui du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida ([PEPFAR](#)), qui soutient des programmes de traitement et de prévention du [VIH](#) dans plus de 20 pays africains. Le principal bénéficiaire du PEPFAR, [l'Afrique du Sud](#), qui compte plus de personnes vivant avec le VIH que tout autre pays, perdra 439,5 millions de dollars au cours de cet exercice (Tsanni, 2025). [L'Afrique](#) est également fortement dépendante d'autres types d'aide sanitaire étrangère. Le [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#), dont le siège est à [Genève](#), consacre environ 70% de son budget annuel de 5 milliards de dollars à la fourniture de médicaments, de moustiquaires, de diagnostics et de formations aux pays africains. [GAVI](#), l'Alliance du Vaccin, également basée à Genève, a dépensé environ 1,2 milliard de dollars en 2023 pour fournir à l'Afrique des vaccins contre 20 maladies infectieuses. Tous deux reçoivent un financement du gouvernement américain, qui n'a pas encore été affecté. La dépendance de l'Afrique à cette aide est profondément ancrée. De nombreux pays ont hérité de systèmes de santé qui servaient principalement leurs anciens colonisateurs.

² Le logo de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est utilisé depuis 2004, date à laquelle il a remplacé la version précédente (toujours utilisée comme sceau de l'agence). La plupart du temps, l'identité de l'agence (qui contient ce logo) est utilisée pour représenter l'agence, mais il arrive que le logo soit utilisé seul (USAID) ([USAID](#), Wikipedia).

Mais les priorités des donateurs mondiaux en matière de santé ne correspondent pas toujours aux besoins africains. Nombre de pays donateurs attendent également des faveurs politiques en échange de leurs largesses. Malgré l'engagement pris en 2001 par les États membres de [l'Union africaine](#) de consacrer au moins 15 % de leur budget annuel à la santé, la moyenne en 2021 n'était que de 5,7 %. Et trop souvent, l'argent est gaspillé et corrompu. En [Ouganda](#), par exemple, où 1,4 million de personnes vivent avec le [VIH/SIDA](#), l'USAID finance 60 % des programmes de lutte (Tsanni, 2025).

L'USAID a également fait l'objet de multiples poursuites judiciaires alléguant que le [DOGE d'Elon Musk](#) et les efforts de l'administration Trump pour le fermer sont illégaux et inconstitutionnels. Début mars, la [Cour suprême](#), dont la majorité conservatrice est de 6 contre 3, a ordonné à l'administration de dégelier 2 milliards de dollars d'aide étrangère. Cette aide a été bloquée après que Trump a signé, dès son premier jour de mandat, un décret ordonnant le gel, tandis que son administration examine les dépenses américaines à la recherche de ce que Trump et ses alliés qualifient de « gaspillage, fraude et abus ». Le directeur exécutif du groupe de travail COVID-19 de l'USAID, Jeremy Konyndyk, s'est plaint sur [X \(Twitter\)](#) qu'au moment même où [un tremblement de terre massif et meurtrier frappait le Myanmar le 28 mars 2025](#), le secrétaire d'État américain [Marco Rubio](#) et Elon Musk ont licencié les derniers éléments de l'équipe chargée de mobiliser l'USAID en cas de catastrophe. Selon Konyndyk, cela représentait une abdication totale de décennies de leadership américain dans le monde (Whisnant, 2025).

Graph 2: *Le gel du financement américain cible les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne*

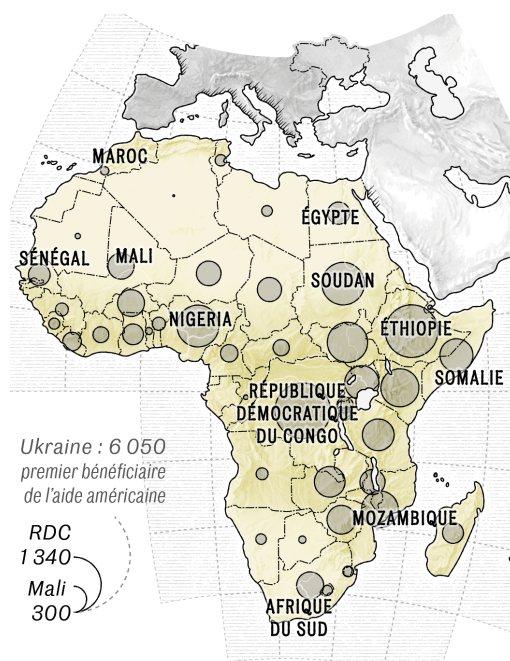


Source: © Holzinger, et al, 2025

La dissolution de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) devrait avoir des répercussions sur le [soft power](#) de [Washington](#), c'est-à-dire sa capacité à coopter plutôt qu'à contraindre, et à compromettre l'efficacité des mécanismes conçus pour prévenir la famine (Holzinger et al., 2025). Le continent africain est le principal bénéficiaire des réductions substantielles du budget de l'USAID. Six pays, [l'Éthiopie](#), le [Soudan du Sud](#), le [Nigeria](#), [l'Ouganda](#), le [Kenya](#) et la République démocratique du Congo ([RDC](#)), figurent parmi les dix principaux bénéficiaires des subventions américaines. Pour chacun de ces pays, l'aide américaine constitue plus de la moitié de l'aide étrangère reçue, contre une moyenne de 35 % pour l'ensemble du continent, selon les derniers chiffres disponibles publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques ([OCDE](#)).

Outre les coupes budgétaires de l'[USAID](#), il est important de noter le désengagement des États-Unis et les coupes budgétaires d'autres donateurs étrangers, notamment ceux de l'Union européenne ([UE](#)) et du [Royaume-Uni](#), en raison de l'augmentation des dépenses de défense. Si ce retrait n'est peut-être pas aussi brutal, ses répercussions sont néanmoins considérables, notamment pour de nombreux gouvernements africains qui dépendent de ces fonds pour des secteurs cruciaux comme la santé et l'éducation. Le gel des financements américains est particulièrement impactant pour les [pays les plus pauvres](#) (PMA), la plupart d'entre eux se situent en [Afrique](#). La [guerre commerciale](#) initiée par le président américain Donald Trump a également eu un impact sur le continent, dont la part dans le commerce mondial reste négligeable (environ 4 %) (Kohnert, 2025). Cela s'est manifesté par des taxes supplémentaires imposées sur les exportations de pays comme le [Lesotho](#), [Madagascar](#), [Maurice](#), [l'Afrique du Sud](#) et le [Botswana](#) (Holzinger et al., 2025).

Graph 3: Aide distribuée par l'USAID en 2024 (en millions de US\$)

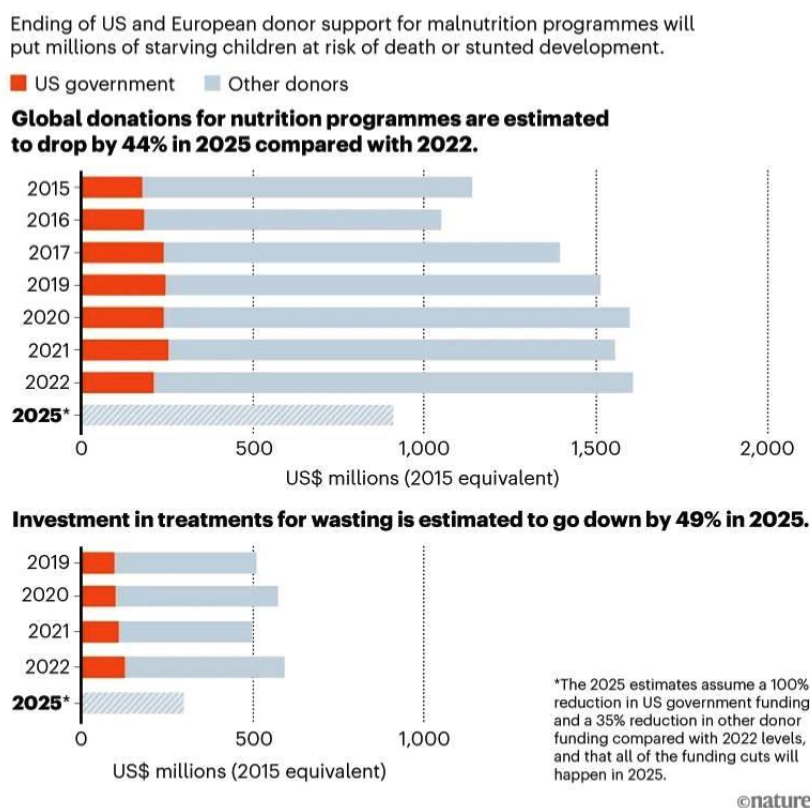


Source: © Holzinger, et al, 2025

Le démantèlement de l'USAID aura également un impact profond sur la santé publique, la croissance inclusive et la stabilité politique et sociale. Par exemple, en 2022, les États-Unis et d'autres donateurs relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont dépensé 591 millions de dollars pour le traitement de l'émaciation sévère, montant qui a été égalé par les pays bénéficiaires (Osendarp, et al., 2025). Le retrait brutal du soutien des donateurs prive des millions d'enfants gravement malades d'accès à ces programmes vitaux. Il compromet déjà les capacités institutionnelles, l'expertise et l'infrastructure de données nécessaires à la fourniture de services nutritionnels essentiels. Au [Nigeria](#), par exemple, le retrait du financement de l'USAID pour advancing nutrition a obligé l'organisation caritative américaine [Helen Keller International](#) à mettre fin à un programme fournissant des services nutritionnels à 5,6 millions d'enfants. Au [Soudan](#), près de 80 % des cuisines d'urgence ont fermé. En [Éthiopie](#), les réserves d'aliments nutritifs utilisés pour traiter environ un million d'enfants souffrant de malnutrition sévère par an seront épuisées d'ici mai 2025 (Osendarp, et al., 2025). Et si le Réseau mondial des systèmes d'alerte précoce contre la famine ([FEWS-NET](#)), une source majeure de données sur le risque de famine, créé en 1985 par l'USAID, venait à disparaître, cela perturberait les systèmes d'alerte précoce pour la planification humanitaire et l'allocation des ressources d'urgence. La perte du financement des

donateurs menace également l'approvisionnement et la distribution d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, un traitement vital contre la malnutrition aiguë sévère. Ce produit est une pâte dense de micronutriments contenant des arachides, du lait en poudre, du sucre, des huiles, des vitamines et des minéraux. L'USAID a financé la moitié de l'approvisionnement mondial. Au total, on estime que la réduction de 290 millions de dollars du financement des donateurs pour la malnutrition aiguë sévère laissera 2,3 millions d'enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) sans traitement. Cela entraînerait 369 000 décès d'enfants supplémentaires par an qui auraient autrement été évités (Osendarp et al., 2025).

Graph 4: Effondrement du financement de la nutrition



Source: © Osendarp et al. 2025

L'effondrement du financement de la nutrition est illustré dans le graphique 4. Le premier graphique à barres empilées horizontales montre que les dons mondiaux pour les programmes de nutrition ont chuté de 44 % entre 2022 et 2025, le financement américain ayant été entièrement réduit. Le second montre que les investissements dans le traitement de l'émaciation ont chuté de 94 % entre 2022 et 2025, là encore avec une réduction totale du financement américain (Osendarp, et al., 2025). Parmi ceux-ci, la fin des programmes financés par les États-Unis (d'une valeur de 128 millions de dollars en 2022) à elle seule empêchera un million d'enfants d'accéder à ces traitements, entraînant 163 500 décès d'enfants supplémentaires chaque année. Les scénarios les plus pessimistes sont basés sur les données de décaissement des donateurs pour 2022 pour le traitement de l'émaciation sévère, tirées du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE et analysées par [Results for Development](#), une organisation mondiale à but non lucratif basée à Washington D.C. Ces traitements sont inclus dans la gestion communautaire des programmes de malnutrition aiguë sévère, qui dépistent et traitent les enfants atteints de malnutrition aiguë sévère et les suivent pour prévenir les rechutes après la guérison. La réduction de la totalité du financement américain et d'en moyenne 35 % de l'aide des autres donateurs entraîne une baisse de 704 millions de dollars du financement des programmes de nutrition dans leur ensemble, et de 290

millions de dollars du financement du traitement de la malnutrition aiguë sévère. Ces chiffres supposent que les décaissements auraient autrement été similaires à ceux de 2022, que les réductions moyennes de 35 % de l'aide annoncées par les pays donateurs européens ([ECHO](#)) réduiront le financement de la nutrition de 35 %, et que le financement des donateurs est assorti de contributions des gouvernements des PRFI, comme c'est souvent le cas. Le nombre de décès pourrait même être sous-estimé, car les réductions de l'aide menacent un large éventail de programmes qui soutiennent la nutrition, notamment la santé, l'agriculture, l'alimentation scolaire, l'eau et l'assainissement (Osendarp, et al., 2025).

Les [maladies tropicales](#) sont une cause majeure de décès chaque année. Par exemple, en 2019, les maladies tropicales négligées ([MTN](#)) causeront 150 000 décès et 19 millions de l'espérance de vie corrigée de l'incapacité ([EVCI](#)), [l'Afrique subsaharienne](#) supportant plus de la moitié de ce fardeau (Ogieuhi, et al., 2025). L'Organisation mondiale de la Santé ([OMS](#)) joue un rôle crucial dans la lutte contre ces maladies tropicales par la surveillance, les campagnes d'information et la promotion de la santé. Le retrait potentiel d'un acteur majeur comme les [États-Unis](#), premier donateur de l'OMS, qui a contribué à hauteur de 1,284 milliard de dollars (20 % de son budget) en 2022-2023, dépassant ainsi la [Fondation Gates](#) (689 millions de dollars), [GAVI](#) (500 millions de dollars) et l'[UE](#) (412 millions de dollars), et son éventuel retrait menacent la stabilité financière de l'OMS, compromettant les interventions d'urgence, la prévention des maladies et les initiatives de santé mondiale, exhortant les parties prenantes à renforcer les systèmes de santé mondiaux. En favorisant la collaboration, la transparence et la responsabilité mutuelle, la communauté sanitaire mondiale peut continuer à progresser dans l'élimination du fardeau des principales maladies tropicales comme le [paludisme](#) et la [dengue](#). À défaut, des progrès durement acquis pourraient être anéantis, comme la réduction de 99 % des cas de [polio](#) depuis 1988, la quasi-éradication de la [maladie du ver de Guinée](#) (de 3,5 millions de cas en 1986 à 14 en 2023) et la diminution du fardeau des maladies tropicales négligées, entraînant une résurgence et une augmentation de la mortalité parmi les populations vulnérables du monde entier, avec des conséquences dévastatrices pour des millions de personnes dans le monde (Ogieuhi et al., 2025).

À l'occasion de la [Journée mondiale de lutte contre la tuberculose](#), le 24 mars 2025, les autorités sanitaires mondiales se sont retrouvées à un tournant décisif dans leurs efforts pour faire face à l'urgence mondiale persistante que représente la [tuberculose](#). D'ici 2023, on comptera jusqu'à 10 millions de nouveaux cas de tuberculose et 1 à 25 millions de décès, dont 161 000 décès parmi les personnes vivant avec le [VIH](#) (Zumla, et al., 2025). La décision du gouvernement américain de geler brutalement les activités de l'USAID a été perçue comme une menace pour les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de l'OMS et de l'[ONU](#) visant à mettre fin à la tuberculose d'ici 2030. L'USAID a joué un rôle essentiel dans le financement des programmes nationaux de lutte contre la tuberculose en Afrique et en Asie. En 2024, l'USAID a consacré 406 millions de dollars américains au financement des soins et de la prévention de la tuberculose par l'intermédiaire de réseaux d'organisations non gouvernementales, de groupes confessionnels et d'autres partenaires. En [Afrique subsaharienne](#), l'USAID a soutenu les programmes de lutte contre la tuberculose et le VIH pour le dépistage, le traitement et le suivi des cas. Il est important de noter que le gel des fonds de l'USAID a encore aggravé le déficit existant de 11 milliards de dollars pour la réponse à la tuberculose, aggravant une situation déjà désastreuse avec des conséquences de grande envergure (Zumla, et al., 2025).

Enfin, les coupes budgétaires massives dans les budgets de l'[USAID](#) commencent à déstabiliser dangereusement l'aide aux [réfugiés](#) (Kessous, 2025). La vie quotidienne de millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ([PDI](#)) en [Afrique](#) est gravement affectée par le retrait massif de l'aide humanitaire américaine. Début

mars, Trump a ordonné une réduction de 83 % des programmes de l'USAID. Cet arrêt brutal a commencé à déstabiliser dangereusement l'aide humanitaire, en particulier pour les réfugiés. Cet assèchement des financements forcera les travailleurs humanitaires à choisir entre la peste et le choléra, a averti Helena Ranchal, directrice des opérations internationales de Médecins du Monde ([MDM](#)). Les victimes des crises les plus aiguës du continent sont directement touchées, comme à l'est de la [RD Congo](#), à [Goma](#), aux confins de la guerre entre le groupe paramilitaire rebelle [M23](#) soutenu par le [Rwanda](#), et [l'armée de la RD Congo](#), où l'offensive du M23 a contraint plus de 100 000 personnes à fuir depuis fin janvier 2025, dont 70 000 vers le [Burundi](#), selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ([HCDH](#)) (Kessous, 2025).

Le retrait soudain de l'[USAID](#) de plusieurs pays africains a suscité des inquiétudes quant à l'instabilité économique, perturbé les programmes de développement et affaibli le soutien institutionnel dans ces pays. Mais selon des auteurs africains radicaux, ces coupes budgétaires pourraient être une bénédiction pour l'Afrique à moyen et long terme. Cela devrait servir de signal d'alarme : les Africains ne peuvent pas compter sur d'autres pays pour financer leurs projets. Le centre de gravité du développement sanitaire de l'Afrique devrait se situer en Afrique (Tsanni, 2025). Cela pourrait également être une opportunité, une chance pour l'Afrique de prendre en main sa trajectoire de développement, libérée des diktats et dépendances extérieurs, et un tournant qui pourrait ouvrir la voie à une nouvelle ère d'autonomie, [d'innovation](#), de coopération régionale et de [souveraineté économique](#) (Mokgonyana, 2025). Sans financement extérieur, certaines de ces initiatives pourraient être réduites, voire s'effondrer, affectant les populations vulnérables. Mais, disent-ils, l'histoire a montré qu'une véritable indépendance exige souvent des sacrifices. Des souffrances à court terme seraient inévitables pour briser le cycle de la dépendance à l'aide étrangère (Mokgonyana, 2025). Pourtant, dans le passé, la plupart de ces appels à l'autonomie sont restés de simples vœux pieux.

Pendant des décennies, l'aide étrangère a été assortie de conditions. [L'USAID](#) a contribué à promouvoir les intérêts [géopolitiques](#) des [États-Unis](#) plutôt qu'à un véritable développement de l'Afrique (Ruth, 2025). Par exemple, le Centre pour la Privatisation ([CFP](#)), un consortium de six agences de conseil privées financées par l'USAID, a été créé en 1985 pour promouvoir le [néolibéralisme](#) et favoriser l'essor du [secteur privé](#) dans les [pays du Sud](#). Le CFP a collaboré avec les gouvernements des pays les moins avancés (PMA), notamment des pays africains comme le [Zaïre](#) d'alors (DR Congo) et [l'Égypte](#), et avec l'USAID pour analyser les projets de privatisation visant à démanteler des entreprises publiques, allant de la culture de la banane au mélange de ciment. Par exemple, l'USAID a fait pression pour que la baisse des [impôts](#) soit une condition à l'octroi de l'aide agricole (Ruth, 2025). Un autre exemple est le rôle de l'aide étrangère dans l'élaboration des politiques agricoles africaines. L'USAID a promu des politiques favorisant [l'agro-industrie](#) à grande échelle et la [monoculture](#), souvent au détriment de la [souveraineté alimentaire locale](#) et des méthodes [agricoles traditionnelles](#). Cela a conduit les agriculteurs africains à devenir dépendants des [semences hybrides](#), des engrais et des techniques agricoles industrielles importés qui profitent principalement aux entreprises agroalimentaires occidentales plutôt qu'à la sécurité alimentaire africaine (Mokgonyana, 2025). Le retrait de l'USAID offrirait aux pays africains l'occasion de se recentrer sur les pratiques agricoles indigènes et les systèmes de production alimentaire autosuffisants. De même, l'aide étrangère, y compris des décennies de condescendance et de contrôle par les institutions de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale, a été utilisée pour promouvoir des politiques de privatisation et de déréglementation sous couvert de libéralisation économique. Dans plusieurs pays africains, les programmes soutenus par l'USAID ont facilité la privatisation de services essentiels tels que l'eau et les soins de santé, les rendant moins accessibles aux citoyens tout en renforçant le contrôle des entreprises (Mokgonyana, 2025).

L'[Afrique](#) a reçu plus de 6,5 milliards de dollars d'aide humanitaire en 2024 (Chima, 2025). Cependant, la majeure partie de cet argent aurait fini dans des poches privées ou des comptes bancaires. Les critiques affirment que [l'aide étrangère](#), au fil des ans, n'a pas réussi à assurer un [développement durable](#), et a même perpétué la [dépendance](#) et entravé les progrès dans la région. Des rapports suggèrent également qu'au fil des ans, l'aide étrangère a alimenté la [corruption](#) et appauvri la région, avec peu d'impact. Il existe également des allégations selon lesquelles une partie de l'aide que le continent reçoit chaque année serait utilisée pour financer des guerres et le terrorisme. La dépendance excessive à l'aide a largement découragé les initiatives locales, car certains individus et gouvernements du continent détournent les ressources de leurs objectifs. De plus, l'aide est souvent assortie de conditions qui ne sont pas en phase avec les priorités, les croyances ou la culture locales. L'ancien président du Kenya, [Uhuru Kenyatta](#), a également critiqué les dirigeants africains qui se sont plaints du retrait temporaire de l'aide au continent par Trump. Kenyatta a exhorté les dirigeants africains à cesser de crier au scandale et à repenser plutôt la manière d'obtenir des fonds pour répondre à leurs besoins (Chima, 2025).

Caricature 2: « Corriger l'allocation de l'aide »



Source: © [Telangana Today](#), 20 Novembre 2023

Selon ces critiques, les gouvernements africains devraient prendre des mesures proactives pour combler les lacunes de l'aide étrangère. Le renforcement des recettes intérieures serait une première étape cruciale. Il s'agirait, par exemple, d'améliorer les mécanismes de collecte des [impôts](#) afin que les impôts profitent aux populations, de réduire les [flux financiers illicites](#) et d'encourager l'investissement local pour fournir des sources alternatives de financement aux projets de développement. L'Afrique perd des milliards chaque année à cause de [l'évasion fiscale](#) et des flux financiers illicites. Les pays africains devraient privilégier les solutions locales et soutenir les entrepreneurs, les petits agriculteurs et les fabricants locaux pour stimuler la croissance économique. La [coopération régionale](#) devrait également être renforcée. En approfondissant le commerce et les investissements intra-africains grâce à des mécanismes tels que la Zone de libre-échange continentale africaine ([ZLECA](#)), les nations pourraient réduire leur dépendance vis-à-vis des acteurs extérieurs et renforcer la [résilience](#) régionale (Mokgonyana, 2025).

Ce point de vue s'inscrit dans un changement plus large qui s'opère sur le continent, en particulier en [Afrique de l'Ouest](#). L'Alliance des États du Sahel ([AES](#)), fondée en septembre 2023 par les trois [gouvernements militaires du Mali](#), du [Niger](#) et du [Burkina Faso](#) pour contrebalancer la [CEDEAO](#) et [l'influence postcoloniale de la France](#) et d'autres pays occidentaux, a annoncé la création d'une confédération de ses trois pays en juillet 2024

(Kohnert, 2024). Des dirigeants militaires tels que le président du Burkina [Faso Ibrahim Traoré](#), [Assimi Goïta](#) du Mali, [Abdourahamane Tchiani](#) du Niger et le lieutenant-général guinéen [Mamady Doumbouya](#) ont défendu des discours [d'autodétermination](#) et de [souveraineté](#), arguant que la dépendance excessive de l'Afrique à l'égard des acteurs extérieurs a entravé les progrès (Mokgonyana, 2025). [L'aide au commerce](#) affecte négativement les flux d'exportation et positivement les flux d'importation des pays [d'Afrique subsaharienne](#) dans les relations commerciales avec les pays de [l'OCDE](#). L'aide au commerce est donc inefficace car elle contribue à maintenir un déficit commercial pour les pays d'Afrique subsaharienne (Dongue, 2025).

Même avec le slogan controversé « [aide pour le commerce](#) » de l'[OMC](#), qui résume l'un des principaux principes du commerce équitable - le commerce plutôt que la charité - prôné par un certain nombre de pays en développement depuis les années 1960, il existe des indicateurs forts qui indiquent également une plus grande autonomie dans le secteur médical. Les économistes africains examinant l'effet de l'aide commerciale sur les flux commerciaux entre les pays d'Afrique subsaharienne et l'OCDE ont constaté que « l'aide pour le commerce » a un effet négatif sur les flux d'exportation de l'Afrique subsaharienne et un effet positif sur ses flux d'importation dans les relations commerciales avec les pays de l'OCDE. « L'aide pour le commerce » est donc inefficace car elle contribue à maintenir un déficit commercial pour les pays d'Afrique subsaharienne. Il est plutôt recommandé aux partenaires de développement de concentrer « l'aide pour le commerce » sur la stratégie de [substitution des importations](#) des pays bénéficiaires (Dongue, 2025).

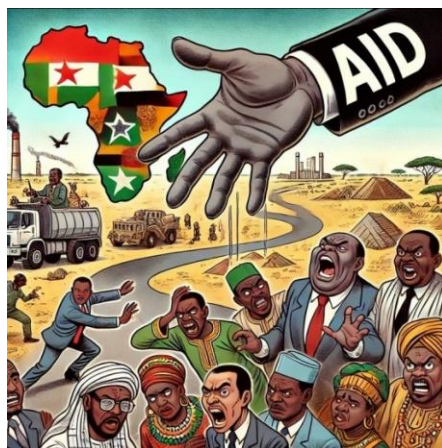
Caricature 3: « L'impact du double langage sur l'aide au développement »



Source: © [Gado](#), Godfrey Mwampembwa, 2006

2. Effets des réductions de l'aide américaine et européenne sur l'Afrique subsaharienne

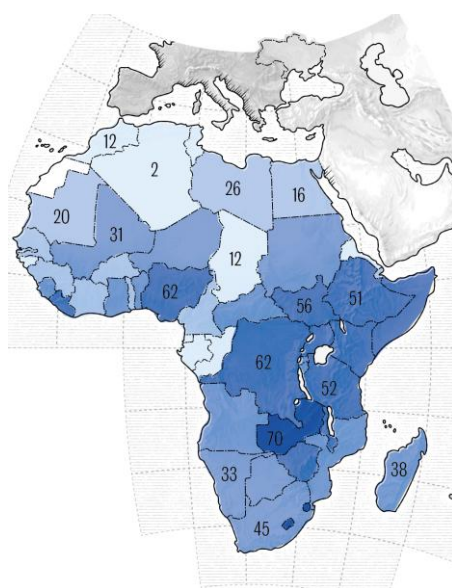
Caricature 4: « Quand l'aide se dérobe :
Comment l'interdiction de l'USAID a mis en lumière le combat de l'Afrique pour la responsabilité, et pourquoi le sentiment de droit tue le progrès »



Source: © [Roberta•Namakula](#), 31 Janvier 2025

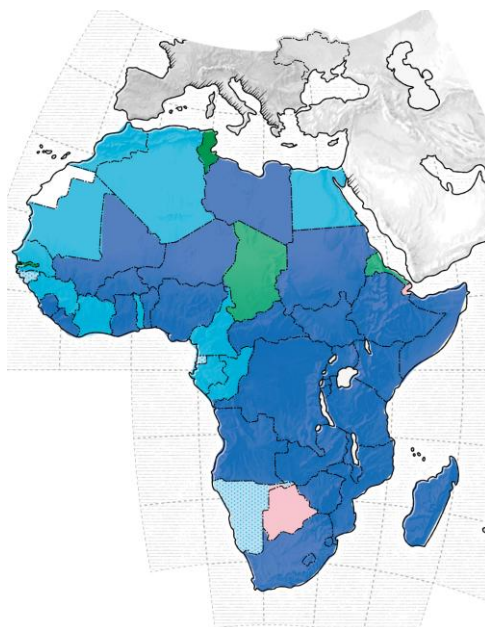
L'impact dévastateur de la suspension de l'USAID sur la santé des populations pauvres et défavorisées en Afrique et ailleurs dans les pays les moins avancés du monde a été aggravé par les coupes budgétaires du Royaume-Uni et des pays de l'UE dans leurs dépenses d'outre-mer, en raison des dépenses militaires liées à la politique protectionniste et nationaliste de Trump (Lay, 2025 ; Kohnert, 2025 ; 2018). Par exemple, le gouvernement britannique a réduit son budget d'aide étrangère de 0,5 % à 0,3 % de son revenu national brut. Ce ratio est similaire au ratio global APD/RNB des pays développés, déjà bien inférieur à l'objectif des Nations Unies de 0,7 % du RNB (Tran, 2025).

Graph 5: Part des États-Unis dans l'APD de chaque pays, en %, en 2023

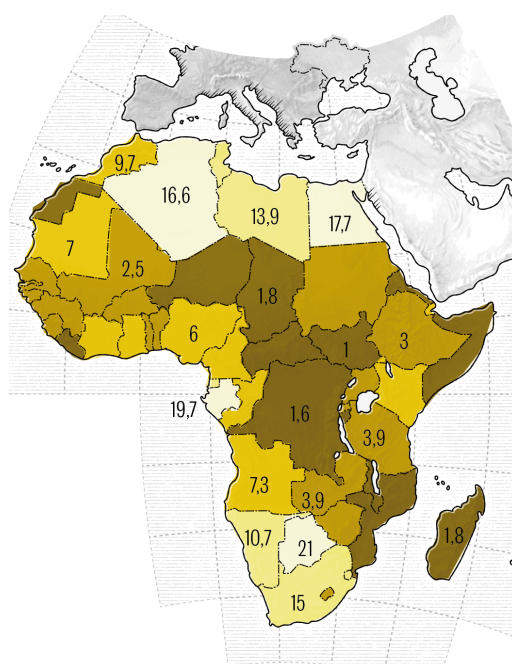


Source: © Holzinger, et al, 2025

■ Etats-Unis ■ France ■ Reste de l'Europe ■ Japon ■ Emirats arabes unis
■ Arabie saoudite



Graph 7: PIB par habitant, en milliers de dollars, en 2023³

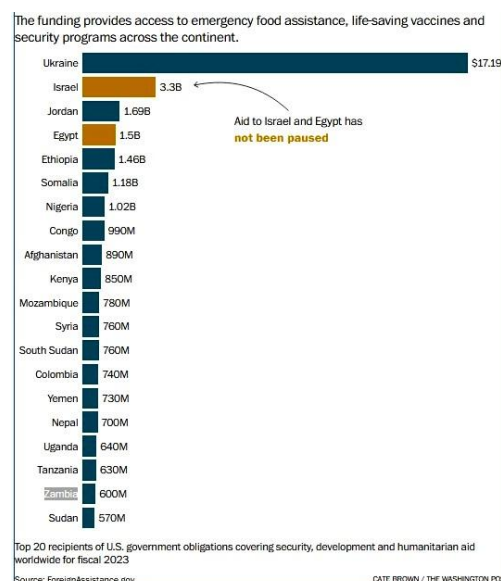


³ Sources : [ForeignAssistance.gov](https://www.foreignassistance.gov/) ; [Center for Global Development](https://www.cgdev.org/) ; [UNCTAD](https://unctad.org/) ; [ACLED](https://www.acled.org/) ; [OECD](https://www.oecd.org/) ; [IPC Portal](https://www.ipcportal.org/) ; [Congressional Research Service](https://www.crs.gov/); [US Overseas Basing](https://www.usoverseasbasing.com/) ; [Background and Issues for Congress](https://www.congress.gov/background-and-issues-for-congress), 2024 ; Le Monde

Les experts prédisent que jusqu'à 2,9 millions d'enfants et d'adultes supplémentaires mourront de causes liées au [VIH](#) d'ici 2030 en raison des coupes budgétaires dans des pays comme les [États-Unis](#) et le [Royaume-Uni](#), selon une nouvelle étude publiée dans la revue [Lancet HIV](#) (Brink et al. (2025)). Selon la modélisation de l'étude, ces coupes budgétaires entraîneraient entre 4,4 et 10,8 millions de nouvelles infections supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Cela représenterait une multiplication par six des nouvelles infections parmi les groupes vulnérables, par rapport à un scénario où les niveaux de financement resteraient inchangés. L'impact combiné potentiel des coupes budgétaires des principaux donateurs entraînerait une réduction de 24 % du financement international de la lutte contre le VIH d'ici 2026. Les [États-Unis](#), le [Royaume-Uni](#), la [France](#), [l'Allemagne](#) et les [Pays-Bas](#) fournissent ensemble environ 90 % du financement international de la lutte contre le VIH, mais ont tous annoncé ou mis en œuvre des plans de réduction des dépenses d'aide étrangère. Depuis 2015, les donateurs étrangers sont responsables d'environ 40 % du financement de la lutte contre le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les États-Unis étant historiquement le principal donateur (Brink, et al. (2025)).

Il est évident qu'au cours des cinq dernières années, une part importante des dépenses d'aide étrangère des États-Unis a été allouée aux pays [d'Afrique subsaharienne](#), représentant plus d'un tiers du total (Hourel & Chason 2025). Sur tout le continent africain, les politiques de [l'administration Trump](#) ont déjà de profondes conséquences pour certaines des populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Par conséquent, la fonctionnalité des [soupes populaires](#) au [Kenya](#) a été sévèrement réduite, les rendant incapables de répondre au besoin fondamental de nourrir les personnes sous-alimentées. Les premiers intervenants sont incapables d'atteindre les morts et les blessés. Les parents sont incapables de se procurer les médicaments essentiels pour leurs enfants. Sur tout le continent africain, dans les villes [soudanaises](#) ravagées par la guerre, les cliniques [kenyanes](#) et les [camps de réfugiés mauritaniens](#), les politiques de l'administration Trump ont déjà de profondes conséquences pour certaines des personnes les plus vulnérables du monde. La décision du président d'annuler ou de suspendre des milliards de dollars d'aide étrangère, suivie d'exemptions mal définies, a un effet néfaste sur les [crises humanitaires](#) et met en danger un nombre incalculable de vies, selon les travailleurs humanitaires de première ligne et les civils qui dépendent des programmes financés par les États-Unis (Hourel & Chason, 2025).

Graph 8: « Dix pays d'Afrique reçoivent plus de 9 mrd d'aide étrangère des États-Unis »



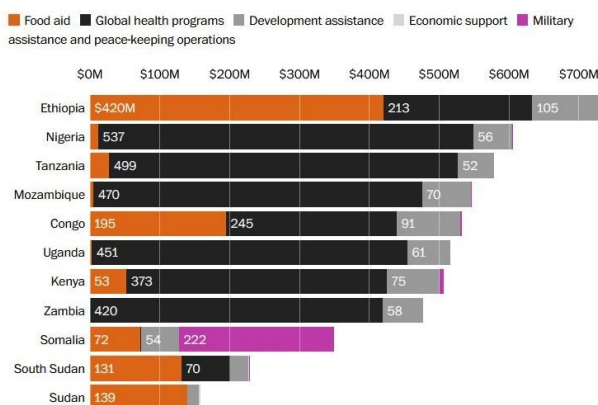
Source: © Hourel & Chason 2025

Le copain de Trump, le milliardaire [Elon Musk](#), que Trump avait nommé à la tête d'un nouveau bureau pseudo-gouvernemental, [DOGE](#), s'est vanté sur [X](#) : « Nous avons passé le week-end à alimenter l'USAID en broyeur à bois », qualifiant l'agence « d'opération psychologique politique radicale de gauche ([guerre psychologique](#), D.K.) » et « [d'organisation criminelle](#) », qui, selon Musk, était « temps pour elle de mourir » (Hourel & Chason 2025 ; Kohnert, 2025a).

Dans le passé, l'[USAID](#) a généralement été soutenue à la fois par les [républicains](#) et les [démocrates](#) du gouvernement américain (Hourel & Chason 2025). En plus de sauver des vies, ses partisans affirment qu'il contribue à rendre plus stables certaines des régions les plus pauvres et les plus instables du monde. Ils disent également que cela empêche la [Russie](#) et la [Chine](#) d'avoir trop d'influence (Hourel & Chason 2025). Dans les endroits où les populations souffrent le plus, comme au [Soudan](#), pays déchiré par la guerre, les effets se sont fait sentir immédiatement. La moitié de la population de 50 millions d'habitants a besoin d'aide alimentaire, et la [famine](#) se propage alors que les [milices islamistes](#) et leurs alliés militaires combattent un groupe paramilitaire accusé par [Washington](#) de [génocide](#). L'USAID a cessé de soutenir les programmes alimentaires nationaux qui fournissent des repas à des millions de personnes. Elle a également fermé des centaines de cuisines communautaires qui opèrent dans des zones trop dangereuses pour que les grandes agences puissent y accéder. Dans la capitale [Khartoum](#), où les combats sont nombreux, plus des deux tiers des [soupes populaires](#) ont fermé. Les gens avaient déjà très faim. Ils ne peuvent pas survivre trois jours ou une semaine sans nourriture (Hourel & Chason 2025).

L'USAID a également fourni des fonds de sécurité aux [salles d'intervention d'urgence](#), des cellules de manifestants pro-démocratie qui ont œuvré pour alléger les souffrances de la [guerre civile](#) (Hourel & Chason 2025). On estime que plus de 60 volontaires ont perdu la vie depuis le début des hostilités il y a près de deux ans, et ceux qui effectuent la tâche périlleuse de livrer de la nourriture et des fournitures médicales sur les lignes de front sont fréquemment détenus et maltraités par les combattants des deux camps, qui les soupçonnent d'être des espions. Comme l'indique un rapport interne compilé par des organisations humanitaires fournissant des services de santé au [Soudan](#), on prévoit que plus de la moitié des 10 millions de personnes désignées pour recevoir des soins de santé seront privées d'accès en raison des réductions budgétaires. Une organisation médicale qui avait précédemment soigné plus de 19,000 civils, principalement des femmes, au cours des deux mois précédents au [Darfour](#), a déclaré qu'il n'était plus possible de fournir des services sans financement alternatif (Hourel & Chason, 2025).

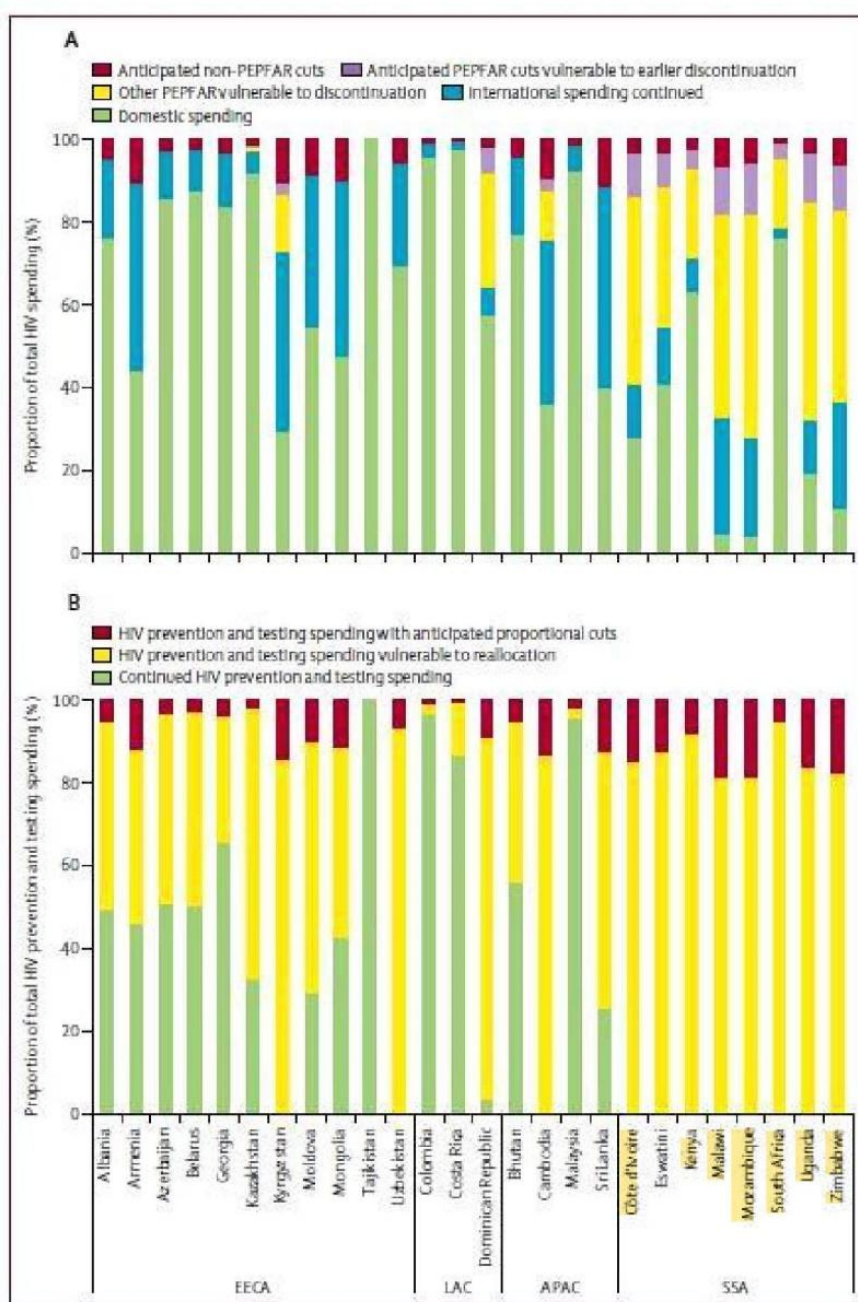
Graph 9: L'aide étrangère à l'Afrique en 2023



Source: © Hourel & Chason 2025

La diminution de l'aide financière aux programmes de santé a déjà eu un effet délétère sur la fourniture de services essentiels de prévention, de dépistage et de [traitement du VIH](#) à l'échelle mondiale (Hourel et Chason, 2025). Les répercussions pourraient être encore plus importantes en [Afrique subsaharienne](#), où les activités de prévention telles que la distribution de [préservatifs](#) et la fourniture de [médicaments antirétroviraux](#) pourraient être les premières perturbées. Il est important de noter que cela s'ajoute aux perturbations susmentionnées des programmes de dépistage et de traitement. Ces perturbations sont susceptibles d'entraîner une augmentation des nouvelles infections à VIH, en particulier dans les domaines où des progrès significatifs ont été réalisés, comme la prévention de la [transmission mère-enfant du VIH](#) et la [mortalité infantile](#) due au VIH (Hourel et Chason, 2025).

Graph 10: % des dépenses, potentiellement sujettes à des coupes budgétaires, pour 26 pays
 (A) Dépenses totales et dépenses liées au VIH (dont 8 pays d'Afrique subsaharienne)
 (B) Dépenses consacrées aux interventions de prévention et de dépistage du VIH



Source: © Brink, Debra ten et al. 2025

Si le financement de la réponse globale au VIH tombe aux niveaux suggérés dans le rapport du [Lancet](#) sur le VIH, des millions de personnes supplémentaires tomberont malades et les budgets de santé ne pourront tout simplement pas y faire face (Brink, et al. (2025). Ainsi, la connu [ONG](#) internationale [Save the Children](#), fondée au [Royaume-Uni](#) en 1919, a averti que les réductions de l'aide britannique entraîneraient une augmentation des décès liés à la [malnutrition](#) dans le monde entier (Lay, 2025). Le [gouvernement britannique](#), par exemple, a annoncé son intention de réduire les dépenses d'aide à l'étranger de 0,5 % à 0,3 % du [PIB](#) pour financer une augmentation des [dépenses de défense](#), suscitant chez les organisations de santé mondiales des craintes d'un [effet domino](#) sur le financement de l'aide à l'étranger. Par exemple, les services de [lutte contre le VIH/sida](#) en [Ouganda](#) étaient au bord de l'effondrement lorsque la réduction britannique a porté un nouveau coup au secteur de l'aide (El-Ali, et al., 2025). L'[ASS](#) est très vulnérable aux réductions et ne dispose pas des ressources nécessaires pour combler le déficit, selon une analyse du [Center for Global Development](#). En [Éthiopie](#), par exemple, près de 50 000 femmes et filles seront exposées à un risque de malnutrition potentiellement mortelle. En [RD Congo](#), 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans sont confrontés à une malnutrition aiguë sans accès à des centres d'alimentation thérapeutique et à un soutien aux mères qui allaitent (El-Ali, et al., 2025).

Grâce au Plan d'urgence américain d'aide à la lutte contre le sida ([PEPFAR](#)), lancé en 2003, le gouvernement américain a investi plus de 110 milliards de dollars dans la riposte mondiale au VIH/sida, soit l'engagement le plus important pris par un pays pour lutter contre une seule maladie (El-Ali, et al., 2025). Le PEPFAR a financé 19 % des antirétroviraux et autres médicaments contre le VIH dans 36 pays à revenu faible et intermédiaire. Cependant, les organisations [sud-africaines](#) financées par le PEPFAR via l'USAID ont reçu l'ordre de cesser définitivement leurs activités. Les lettres de résiliation informent les bénéficiaires que leurs subventions ne sont plus conformes aux priorités de l'USAID et ne sont pas considérées comme étant dans l'intérêt national. En [Ouganda](#), l'un des pays les plus touchés par les coupes budgétaires américaines, les programmes de [lutte contre le VIH/sida](#) sont au bord de l'effondrement, avec des milliers de vies en jeu. Environ 1,5 million de personnes dans le pays vivent avec le VIH. Les communautés touchées par le VIH craignent que les stocks de médicaments préventifs et de traitements s'épuisent (El-Ali, et al., 2025). Par ailleurs, l'impact sur la [prévention du paludisme](#) se fait déjà sentir. Selon le Conseil mondial de la santé ([OMS](#)), les [pulvérisations d'insecticides](#) seront interrompues au [Kenya](#), en [Ouganda](#) et au [Ghana](#), affectant près de 6 millions de personnes. En [Éthiopie](#), 2,6 millions de personnes ne disposeront pas de [moustiquaires](#). Le [cancer](#), le [diabète](#) et les [maladies cardiaques](#) auront un [effet domino](#) suite aux coupes budgétaires de l'USAID dans les domaines de la santé, notamment la charge des [maladies non transmissibles](#) (MNT) en [Afrique subsaharienne](#) (El-Ali et al., 2025).

Une étude scientifique récente, également publiée dans [Lancet](#) HIV, sur l'impact de la crise internationale du financement du VIH sur l'infection et la mortalité liées au VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire, dont 8 pays africains ([Côte d'Ivoire](#), [Kenya](#), [Malawi](#), [Mozambique](#), [Afrique du Sud](#), [Eswatini](#) (ancien Swaziland), [Ouganda](#) et [Zimbabwe](#)), a révélé que des coupes budgétaires non atténuées pourraient inverser de manière significative les progrès de la riposte au VIH d'ici 2030, avec un impact disproportionné sur les pays [d'Afrique subsaharienne](#) et les populations clés et vulnérables (Brink, et al., 2025).

Pour chacun des 26 pays (y compris les pays d'Afrique subsaharienne), la proportion des dépenses totales consacrées au VIH potentiellement soumises à des coupes est présentée dans le graphique 10 (Brink, et al., 2025). Selon les données du [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#) 2019-23, le financement international en proportion du financement national total consacré au VIH variait de 0 % au [Tadjikistan](#) à 96 % au

[Mozambique](#). Le financement du [PEPFAR](#) a représenté entre 0,2 % et 66 % du financement national total de la lutte contre le VIH dans 12 pays : [Cambodge](#), [Colombie](#), [Côte d'Ivoire](#), [Kazakhstan](#), [Kirghizistan](#), [Eswatini](#), [Kenya](#), [Malawi](#), [Mozambique](#), [Afrique du Sud](#), [Ouganda](#) et [Zimbabwe](#). Il représente plus de 40 % du financement total de la lutte contre le VIH dans six des huit pays [d'Afrique subsaharienne](#) modélisés soutenus par le PEPFAR, et plus de 60% du financement total de la lutte contre le VIH au [Malawi](#), au [Mozambique](#), en [Ouganda](#) et au [Zimbabwe](#). Sans le PEPFAR (scénarios 4 et 5), 45 % des dépenses totales liées au VIH dans 26 pays pourraient subir des coupes budgétaires. Cela est principalement dû aux augmentations prévues au Mozambique, en Afrique du Sud et en Ouganda (Brink et al., 2025).

Caricature 5: « Elon Musk massacre l'USAID »



Source: © [Ella Baron](#), *The Guardian*, 9 Février 2025

Lorsque le président [Donald Trump](#) a annoncé l'interdiction temporaire de toute aide étrangère à [l'Afrique subsaharienne](#), la raison officielle était de mener une enquête approfondie sur la [corruption](#) généralisée et les [détournements de fonds](#) (Namakula, 2025). L'aide est devenue un filet de sécurité pour les [dirigeants africains](#), les protégeant des conséquences de leur propre [mauvaise gouvernance](#). Pourquoi devraient-ils construire des systèmes de santé fonctionnels alors que l'[USAID](#) finance le traitement du VIH ? Pourquoi devraient-ils s'inquiéter de la sécurité alimentaire alors que l'[ONU](#) enverra des rations d'urgence ? L'aide ne devrait pas remplacer la [gouvernance](#), et c'est pourtant précisément ce qu'elle fait. Pire encore, une grande partie de cette aide ne parvient même pas à ceux qui en ont besoin. Au lieu de cela, des milliards sont détournés par des fonctionnaires corrompus qui font la fête à Dubaï, tandis que leurs citoyens meurent de maladies évitables (Namakula, 2025).

La [corruption](#) ne vole pas seulement de l'argent, elle vole l'avenir de l'Afrique. Le [Nigeria](#), par exemple, a dépensé 1,3 milliard de dollars en 2024, soit suffisamment pour construire 500 hôpitaux entièrement équipés. Mais en 2022, 300 millions de dollars d'aide à la santé se sont volatilisés. Apparemment, cet argent a été investi dans des hôpitaux de fiction. Sur le papier, le Nigeria finançait de nouvelles cliniques de santé maternelle. En réalité, les politiciens ont acheté des jets privés et des propriétés en bord de mer. Pendant ce temps, le taux de mortalité maternelle au Nigeria restait l'un des pires au monde (Namakula, 2025). Pendant la [pandémie de COVID en Afrique du Sud](#), 400 millions de dollars d'aide ont disparu. Un fonctionnaire a gaspillé 10 000 dollars en lunettes de soleil de marque. Les hôpitaux ont manqué d'oxygène tandis que les patients mouraient en attendant. Lors du scandale du VIH en [Ouganda](#) en 2023, 5 millions de dollars destinés à l'achat de médicaments contre le VIH ont été détournés vers de fausses [ONG](#). Résultat : des milliers d'Ougandais se sont retrouvés privés de traitements vitaux. La corruption n'est pas un crime sans victime. C'est une épidémie silencieuse, plus

meurtrière que le paludisme. Ce qui la rend encore plus exaspérante, c'est l'attitude de certains dirigeants africains qui se croient tout permis. Ils agissent comme si l'aide était un droit, et non un privilège, comme si les citoyens des pays donateurs leur devaient quelque chose (Namakula, 2025).

Caricature 6: « L'« aide à l'Afrique »,
détournée par des gouvernements africains corrompus



Source: © [Nestory Fedeliko](#) (FEDE), 22 Avril 2015, [cartoonmovement](#)

d'Ougandais par le biais du PEPFAR, soulignent l'importance de ces programmes (Musenze, 2025).

Les coupes budgétaires massives de l'USAID ont eu de graves répercussions sur les programmes de santé, notamment ceux de lutte contre le [VIH en Ouganda](#) (ONUSIDA-Ouganda, 2025). Selon la note d'orientation au [Parlement](#) préparée par la [Commission ougandaise de lutte contre le sida](#) avec le soutien de [l'ONUSIDA](#), les stocks d'[ARV](#), de kits de dépistage du VIH, de la charge virale et d'autres tests de laboratoire étaient encore disponibles en mars 2025. Cependant, la distribution depuis les centres de district vers les établissements de santé de niveau inférieur a été perturbée en raison de la dépendance à l'égard des partenaires de mise en œuvre financés par les États-Unis. Les établissements disposent de stocks suffisants jusqu'en juin 2025, mais l'impact se fera sentir à partir du deuxième trimestre 2025, à moins que des mesures d'atténuation ne soient prises. Des ruptures de stock de [préservatifs](#) sont attendues dans les 3 à 6 prochains mois en raison des difficultés de distribution au dernier kilomètre (ONUSIDA-Ouganda, 2025). Certains établissements communautaires, dirigés par des pairs, gérés par des [ONG](#) et privés ont cessé de fournir des services. Les services de prévention du VIH pour les populations clés dans les centres d'accueil, y compris l'accès à la [PrEP](#), le dépistage du VIH et les conseils sur l'observance du traitement antirétroviral pour les professionnel(le)s du sexe, les [hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes](#), les [personnes transgenres](#), les [consommateurs de drogues](#) et les [détenus](#), ont été perturbés. On ignore si les agents de santé financés par les États-Unis seront rémunérés par le gouvernement. Les agents de saisie des données des établissements financés par l'USAID n'ont pas encore repris le travail, ce qui affecte la collecte des données et le contrôle qualité. À titre de mesure d'atténuation, le président ougandais, [Yoweri Museveni](#), a ordonné le déblocage de 6 milliards d'[UGX](#) (1 625 779 USD) pour l'introduction des dossiers médicaux électroniques ([DME](#)) dans les établissements de santé publics afin d'améliorer la prestation de services, et a réaffecté les ressources nationales aux programmes prioritaires de lutte contre le VIH et à l'intégration des services liés au VIH dans d'autres services de santé (ONUSIDA-Ouganda, 2025). Les droits humains des populations clés étaient menacés. Le financement américain destiné à la lutte contre la stigmatisation, la discrimination et la création d'environnements juridiques favorables a été interrompu et aucun financement alternatif n'a été trouvé. Les communautés ne collectent pas de données sur les questions de [droits humains](#), notamment la [stigmatisation](#) et la [discrimination](#) accrues. Des groupes de populations clés ont mené une évaluation rapide de l'impact des coupes budgétaires américaines. Une évaluation est également en cours auprès des personnes vivant avec le VIH et des services destinés aux populations clés dans les centres d'accueil (ONUSIDA-Ouganda, 2025).

Caricature 8: « La réduction de l'aide américaine met en danger la vie des personnes transgenres »



Source: © Ansari, 2025

Le Premier ministre [Robinah Nabbanja](#) a déclaré que le gouvernement est actuellement en dialogue avec les parties prenantes internationales et locales en vue de mobiliser des ressources pour assurer la continuité des interventions contre le VIH/SIDA (PM, 2025). Cependant, il a été noté que 480 milliards de shillings ougandais supplémentaires (équivalent à 61m USD) étaient nécessaires pour combler le déficit de financement et assurer la fourniture continue des services essentiels. Un total de 163 milliards de shillings ougandais (21m USD) a été alloué pour couvrir les subventions par élève aux écoles subventionnées par le gouvernement pour la première période de l'année civile 2025. Le gel actuel de l'aide a mis en péril l'emploi de 12 551 agents de santé communautaires en Ouganda. Il est préoccupant que l'Ouganda n'alloue actuellement que 6,5 % de son budget national à la santé, malgré son engagement dans la [Déclaration d'Abuja](#) de 2001 d'augmenter les dépenses de santé à 15 % (PM, 2025).

Des programmes tels que le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida ([PEPFAR](#)) fournissent un traitement antirétroviral ([TAR](#)) à des milliers de personnes séropositives (Joy For Children Uganda, 2025). Le retrait du financement entraînera des interruptions de traitement, ce qui augmentera le risque de résistance aux médicaments et de mortalité chez les patients. On estime que plus de 1 416 800 personnes reçoivent actuellement un traitement antirétroviral (TAR) dans 2 051 établissements de santé. La suspension de ces services entraînera des perturbations immédiates et importantes du traitement de milliers de personnes qui dépendent d'un traitement régulier pour leur santé. La [grossesse](#), l'infection par le VIH et la nécessité d'un traitement pour prévenir la [transmission mère-enfant](#) sont des facteurs clés de la vulnérabilité de la population touchée. Rien qu'en Ouganda, on estime que 41 nouveau-nés seront infectés par le VIH chaque jour pendant la période de confinement. Sur une période de 90 jours, cela pourrait entraîner la naissance de plus de 3 690 bébés infectés par le VIH, dont beaucoup ne seront pas diagnostiqués en raison de la suspension des services de dépistage du VIH chez les nourrissons. Cela a des conséquences importantes sur la survie des nourrissons, car des études ont montré que ces bébés courent un risque de décès plus élevé s'ils ne reçoivent pas de traitement immédiat (Joy For Children Uganda, 2025).

Le personnel de santé en Ouganda a été gravement touché (Joy For Children Uganda, 2025). Le pays compte actuellement 20 809 [agents de santé](#) soutenus par le PEPFAR, dont 923 médecins, 1 622 infirmiers et sages-femmes, 756 laborantins et 12 551 agents de santé communautaires. Avec la mise en œuvre des ordres d'arrêt de travail, de nombreux établissements de santé seront confrontés à une pénurie de personnel, entravant ainsi la prestation de services de santé même fondamentaux. Cette situation risque d'avoir des répercussions sur les services liés au VIH et, de plus, de perturber le système de santé dans son ensemble, ce qui mettra à rude épreuve des ressources déjà limitées. L'USAID a soutenu des programmes de vaccination, des initiatives de [lutte contre le paludisme et des campagnes de prévention et de traitement de la tuberculose](#) (TB). Les cliniques rurales risquent de connaître des pénuries de vaccins, de médicaments essentiels et de personnel de santé, ce qui entraînera une résurgence de [maladies évitables](#) (Joy For Children Uganda, 2025). Le retrait du financement de l'USAID aura probablement également un impact significatif sur le secteur de [l'éducation](#) (Joy For Children Uganda, 2025). L'agence a historiquement soutenu la construction d'établissements scolaires, la fourniture de matériel pédagogique et la formation des enseignants. La fourniture d'outils d'apprentissage numériques aux écoles des zones reculées a été identifiée comme un facteur clé pour améliorer l'accès à l'éducation de nombreux enfants. Cependant, la cessation des activités entraînera des contraintes financières pour les écoles, entravant leur capacité à répondre à la demande croissante d'une éducation de qualité. Les programmes visant à lutter contre les obstacles à [l'éducation des filles](#), tels que le

[mariage précoce](#) et la [santé menstruelle](#), sont également menacés, et les efforts durement acquis pour améliorer [l'égalité des sexes](#) dans l'éducation seront réduits à néant (Joy For Children Uganda, 2025).

Enfin, la [sécurité alimentaire](#) est une préoccupation majeure, en particulier pour la [population réfugiée ougandaise](#), qui compte plus de 1,3 million de personnes (Joy For Children Uganda, 2025). L'USAID a apporté un soutien financier à des programmes d'aide alimentaire, qui ont à leur tour facilité la fourniture d'une assistance vitale aux réfugiés résidant dans des camps tels que [Bidi Bidi](#) et [Nakivale](#). L'arrêt du financement de ces programmes constitue une menace importante, entraînant une augmentation de la [faim](#) et de la [malnutrition](#). À l'inverse, les initiatives de [développement agricole](#) de l'USAID, notamment l'initiative « [Nourrir l'avenir](#) », ont facilité l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles et l'adoption de [pratiques résilientes au climat](#). En l'absence de ces interventions, les communautés agricoles seront confrontées à des défis considérables pour maintenir leurs moyens de subsistance, en particulier dans le contexte des problèmes liés au climat (Joy For Children Uganda, 2025). En cas de catastrophes naturelles, telles que les [inondations à Kasese](#) ou les [sécheresses à Karamoja](#), l'USAID a joué un rôle déterminant en fournissant des secours d'urgence, de la nourriture, des abris et des fournitures médicales. Les projets de l'USAID, notamment le forage de puits et les campagnes d'hygiène, ont contribué à améliorer l'accès aux services essentiels tels que l'eau potable et l'assainissement, en particulier dans les zones rurales et les camps de réfugiés. Cependant, le retrait des financements risque d'aggraver le risque d'épidémies de [maladies d'origine hydrique](#). Cela a un effet néfaste sur la [société civile](#) et les initiatives gouvernementales. En Ouganda, de nombreuses organisations locales dépendent des financements de l'USAID pour défendre la [protection de l'enfance](#), [l'égalité des sexes](#) et [l'éducation](#) (Joy For Children Uganda, 2025).

[L'effet domino](#) qui en résulte est particulièrement important : l'ensemble de l'écosystème de soutien et de prestation de services aux communautés vulnérables s'affaiblit, laissant les populations les plus à risque avec moins de ressources et d'options de soutien. Le retrait du financement de l'USAID a de profondes conséquences pour les bénéficiaires directs des programmes d'aide, ainsi que pour les personnes situées au bas de l'échelle sociale et les organisations indirectement liées à ces initiatives. En Ouganda, les personnes aux revenus les plus faibles, comme les [journaliers](#), les [agriculteurs de subsistance](#) et les [groupes marginalisés](#), dépendent souvent des répercussions des programmes financés par l'aide pour survivre. Le retrait du financement risque donc d'aggraver les conditions socio-économiques déjà désastreuses que connaissent ces populations, comme le démontrent les recherches menées par Joy For Children Uganda en 2025.

Le gouvernement ougandais a initié l'intégration des services de [santé mentale](#) à son infrastructure de prise en charge du VIH (Schwartz, 2025). Cette évolution est particulièrement importante compte tenu de la prévalence accrue des troubles mentaux chez les personnes vivant avec le VIH. Cependant, la mise en œuvre du dépistage, du diagnostic et du traitement en santé mentale dans des environnements cliniques très fréquentés demeure difficile. Cela est principalement dû aux préoccupations relatives au respect de la vie privée et à la stigmatisation sociale associée aux troubles mentaux. Pour relever ces défis, le gouvernement collabore étroitement avec les patients et les cliniciens afin d'adapter un outil de [santé numérique](#) innovant qui permettra aux patients de répondre à des questions sensibles en toute confidentialité via leur [téléphone portable](#). L'arrêt du soutien financier aux initiatives de l'USAID en Ouganda a engendré une incertitude considérable chez les patients, entraînant une précarité de l'emploi pour les professionnels de santé et une perturbation de l'approvisionnement en médicaments pour traiter le VIH et prévenir sa transmission (Schwartz, 2025).

Caricature 9: « Le coût humain : des programmes vitaux menacés : la suspension de l'USAID frappe durement l'Ouganda », y compris la communauté LGBTQ+



Source: © East Africa Visual Artists, Stephan Jaekel, [@JaekelStephan](#)

Le mois de février 2025 a été marqué par un nombre important de cérémonies funéraires en Ouganda (Miolene, 2025). Ce sentiment est partagé par Moses Isooba, du [Forum national des ONG ougandaises](#), qui affirme que l'impact de cet événement a une résonance nationale et internationale. Le rôle de catalyseur de l'USAID en faveur du développement local a contribué à façonner le discours. Cependant, avec son récent changement stratégique, on craint de plus en plus un ralentissement notable de la dynamique des efforts et du financement de la localisation. Cette transition, d'un rôle de premier plan à un rôle de soutien, a suscité des inquiétudes quant à l'avenir des initiatives de localisation. Le sentiment dominant suggère une possible réduction du soutien budgétaire et une réévaluation du concept même de localisation (Miolene, 2025).

Les [États-Unis](#) avaient auparavant été un fervent défenseur des droits humains [LGBTQ+](#) en Ouganda (Jiwe, 2025). Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) de premier plan au service des communautés LGBTQ+ ougandaises ont collectivement condamné les politiques discriminatoires et [homophobes](#) émanant du [président Trump](#), notamment la décision de geler la quasi-totalité de l'aide étrangère, soulignant que cette décision pourrait détruire les liens de longue date entre les deux pays (Jiwe, 2025). En réponse, une coalition d'organisations non gouvernementales de premier plan, dont le Human Rights Awareness and Promotion Forum ([HRAPE](#)), la [Children of the Sun Foundation](#), l'[Uganda Key Populations Consortium](#), [Freedom and Roam Uganda](#), le [Uganda Network of Sex-Worker-Led Organizations](#) et le [Center for Health, Human Rights and Development](#), se sont réunies à [Kampala](#) le 3 février 2025 pour élaborer une stratégie d'adaptation à la perte du soutien américain (Jiwe, 2025). L'arrêt brutal de programmes tels que USAID/Uganda Voices for Change et la suspension des initiatives du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) ont déjà eu des conséquences dévastatrices. Le paysage des droits humains en Ouganda est au bord d'une crise sans précédent, car les répercussions des interruptions soudaines de financement et d'une série de politiques discriminatoires de l'administration Trump se répercutent sur les communautés. Au-delà des difficultés financières, les perturbations du financement ont engendré de graves problèmes de santé mentale, accru l'incertitude quant à l'accès aux médicaments et exacerbé les inégalités structurelles qui touchent de manière disproportionnée les communautés marginalisées, en particulier les communautés LGBTQ+ (Jiwe, 2025). Le retrait de l'USAID a été un catalyseur de la montée des discriminations et de l'hostilité envers les communautés LGBTQ+ et les populations clés, compromettant ainsi les garanties juridiques et l'accès aux services, comme l'a affirmé

[Richard Lusimbo](#), directeur général du Consortium ougandais pour les populations clés (UKPC). Le rapport, intitulé « No Time To Wait » (Jiwe, 2025), publié par l'UKPC, documente les attaques ciblées contre la communauté transgenre et LGBTIQ+. Au lendemain de l'élection présidentielle américaine de 2024, des individus nourrissant des sentiments homophobes en Ouganda, sous la direction de la présidente du Parlement [Anita Among](#), ont été parmi les premiers à se réjouir de la victoire de Donald Trump. Ils sont allés jusqu'à accuser [l'administration Biden](#) d'allouer des fonds à la promotion de l'homosexualité en Ouganda. On s'attend à une escalade du nombre d'attaques contre la communauté LGBTIQ+, car Washington ne semble plus défendre les droits humains. Flavia Zalwango, directrice des programmes au [HRAPF](#), exprime des inquiétudes similaires concernant le rôle des nations européennes, affirmant qu'elles ont adopté une position similaire à celle des États-Unis. Elle a indiqué que le budget du HRAPF a été réduit de plus de 40 % en raison des coupes budgétaires imposées par le gouvernement américain. Le HRAPF est une organisation de premier plan dans la documentation des violations contre la communauté LGBTIQ+ en Ouganda et dans la fourniture d'une assistance juridique gratuite aux victimes d'agressions homophobes (Jiwe, 2025).

Caricature 10: « La NWSC a coupé l'approvisionnement en eau de quatre institutions, dont l'hôpital de Mulago, l'UPDF, la police et les casernes pénitentiaires »⁵



Source: © [Mr. RAS](#), [The New Vision](#), 7 Février 2017

⁵ Bulle de dialogue: « Il semble que vous considériez cette averse comme allant de soi en cette période de sécheresse... s'il vous plaît, laissez couler quelque chose pour le goutte-à-goutte ». -- « En 2017, la Société nationale ougandaise des eaux et de l'assainissement (NWSC) a coupé l'approvisionnement en eau de quatre institutions, dont l'hôpital de Mulago, les Forces de défense et de sécurité ougandaises (FDP), la police et les casernes pénitentiaires ». The New Vision se présente comme le principal quotidien ougandais.

3.2 L'impact des coupes dans l'aide à la santé sur l'Afrique du Sud

Caricature 11: Impact des coupes budgétaires de l'USAID par Trump sur les personnes malades et vulnérables⁶



Source: © [2LANI](#), [DailyMaverick](#), 7 Mars 2025

Selon Emmy Sasipornkarn (2025), le nombre de personnes vivant avec le [VIH](#) en [Afrique du Sud](#) s'élève à environ 7,8 millions. Les conséquences potentielles de la décision des [États-Unis](#) de réduire le financement des programmes de [lutte contre le VIH/sida](#) en Afrique du Sud pourraient entraîner une perte stupéfiante de plus de 500 000 vies au cours de la prochaine décennie. Plus d'un demi-million de décès inutiles surviendront en raison de la perte de ce financement, et jusqu'à un demi-million de nouvelles infections, selon [Linda-Gail Bekker](#), directrice de la [Fondation Desmond Tutu pour le VIH](#). Elle a ensuite développé ses arguments en citant des études évaluant l'impact potentiel des coupes budgétaires. Environ 13 % de la population sud-africaine, soit 7,8 millions de personnes, est séropositive, un chiffre qui place le pays parmi les plus touchés par le VIH au monde, selon les données gouvernementales. L'Afrique du Sud figure donc parmi les principaux bénéficiaires des fonds du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida ([PEPFAR](#)), un programme lancé par l'ancien président américain [George W. Bush](#) en 2003 dans le but de lutter contre le VIH/sida dans le monde. L'[USAID](#) joue un rôle essentiel en apportant un soutien financier à diverses initiatives dans le cadre du PEPFAR. Cependant, les coupes budgétaires risquent d'anéantir des années de progrès. Le PEPFAR, qui fournit environ 17 % du budget sud-africain consacré au VIH, garantit qu'environ 5,5 millions de personnes bénéficient d'un [traitement antirétroviral contre le VIH](#), selon le ministère de la Santé. Face aux réductions budgétaires de l'USAID, les militants ont souligné l'urgente nécessité d'identifier d'autres voies de financement des programmes de lutte contre le VIH/sida (Sasipornkarn, 2025). Le financement américain a permis de financer des projets visant à combler des lacunes dans l'offre gouvernementale,

⁶ Bulle: « cela ne présage rien de bon pour des millions de personnes » -- Afrique du Sud : 2LANI illustre les conséquences des coupes budgétaires de l'USAID décidées par Donald Trump pour de nombreuses personnes malades et vulnérables. #Thulani #UbuntuToons, #DailyMaverick

comme la création de cliniques où les personnes [transgenres](#) ou les [travailleurs du sexe](#) peuvent se faire soigner sans [stigmatisation](#) ni souci juridique. Mme Bekker s'attendait initialement à ce que les États-Unis ciblent les programmes destinés à des groupes clés comme la communauté [LGBT+](#), en raison des attaques de [l'administration Trump](#) contre les initiatives en faveur de la diversité. Or, en réalité, cette tendance s'est généralisée : « Il s'agit de programmes destinés aux enfants, aux orphelins, aux enfants vulnérables, aux jeunes femmes et aux filles. C'est générique et général ». Cela interrompt également les recherches en cours, notamment les essais de vaccins potentiels contre le VIH et de nouveaux médicaments préventifs, a déclaré Mme Bekker (Lay, 2025).

Le 26 février, une quarantaine de projets de santé financés par l'USAID en Afrique du Sud ont reçu des lettres de résiliation, entraînant leur cessation (ONUSIDA – Afrique du Sud, 2025). Certaines de ces organisations ont indiqué avoir reçu des lettres de l'USAID indiquant que « le secrétaire [Rubio](#) et l'administrateur adjoint du PTDO [[Peter](#)] [Marocco](#) ont estimé que votre subvention n'était pas conforme aux priorités de l'Agence et ont estimé que la poursuite de ce programme n'était pas dans l'intérêt national » (Kaledzi, 2025).

Les coupes budgétaires ont entraîné la cessation des services fournis par environ 8 493 employés financés par le PEPFAR qui participaient aux activités de lutte contre le VIH (ONUSIDA – Afrique du Sud, 2025). Cette cessation de financement a eu un impact considérable sur le secteur de la santé, entraînant la fermeture de nombreuses cliniques et une réduction considérable des services, notamment le dépistage, les soins et le traitement du VIH. Les populations clés, notamment les adolescentes, les jeunes femmes et les femmes enceintes, risquent de perdre l'accès à des outils essentiels de prévention du VIH comme la [PrEP](#). De plus, la perturbation des systèmes de gestion des données, des cliniques mobiles et des centres d'accueil a eu un impact significatif sur l'efficacité des programmes de prévention et de traitement du VIH (ONUSIDA – Afrique du Sud, 2025). Les coupes budgétaires susmentionnées devraient avoir un effet néfaste sur des services de santé spécifiques, notamment, mais sans s'y limiter, les éléments suivants : un soutien réduit aux services de prise en charge avancée du VIH, une diminution du dépistage du VIH et une stigmatisation et une discrimination accrues à l'égard des populations clés. Afin de répondre à ces préoccupations, le ministère sud-africain de la Santé, en collaboration avec le Conseil national sud-africain de lutte contre le sida ([SANAC](#)), [l'ONUSIDA](#), [l'OMS](#) et d'autres parties prenantes, a lancé une campagne nationale visant à combler le déficit de 1,1 million de personnes en matière de traitement du VIH d'ici décembre 2025. Cette campagne vise à accroître considérablement le recours aux traitements vitaux contre le VIH et comprend un appel à l'action pour que les hommes sud-africains aient accès aux services de santé. Parallèlement, le Programme des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a lancé un appel au secteur privé pour qu'il contribue à combler le déficit de financement résultant de l'arrêt du financement américain. Lors du lancement de la campagne de 1,1 million de personnes, la directrice régionale de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, [Anne Githuku-Shongwe](#), a lancé un appel au secteur privé sud-africain, sollicitant son aide pour combler le déficit de financement de 17 % résultant du gel du financement américain. Elle a également proposé la création d'un Fonds de solidarité sud-africain pour la lutte contre le VIH, sur le modèle de l'initiative mise en place lors de la riposte à la [pandémie de COVID-19](#). À l'heure actuelle, le secteur privé contribue à hauteur d'environ 2 % à la riposte au VIH. Elle a également souligné qu'une augmentation de 10 % du financement du secteur privé aurait un impact considérable sur la riposte au VIH (ONUSIDA – Afrique du Sud, 2025).

Caricature 12: « Une dose d'espoir ? Pour l'Afrique du Sud » ⁷



Source: © [2Lani and UBUNTOONS](#), [Daily Maverik](#), 18 Mars 2025

Début février 2025, [Donald Trump](#) a déclaré son intention de suspendre tout financement futur pour l'Afrique du Sud jusqu'à la conclusion d'une enquête sur [la loi sur l'expropriation foncière](#) (Stone, 2025 ; Kohnert, 2025). Il a qualifié cette loi de « violation massive des droits humains » et a faussement accusé le gouvernement sud-africain de « confisquer des terres et de maltraiter certaines catégories de personnes ». Cependant, ces allégations ont depuis été largement réfutées par les dirigeants gouvernementaux et les organisations de la [société civile](#) dans tout le pays, à l'exception notable d'[AfriForum](#) de la communauté [afrikaner](#), accusé de perpétuer la campagne de désinformation de Trump contre l'Afrique du Sud. En réponse, le président sud-africain [Cyril Ramaphosa](#) a adopté une position mesurée. Il a déclaré que l'Afrique du Sud est une « démocratie constitutionnelle profondément attachée à l'État de droit, à la justice et à l'égalité ». Il a en outre déclaré qu'à l'exception du [PEPFAR](#) (Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida), qui représente 17 % du programme de lutte contre le VIH/sida du pays, les États-Unis ne fournissent aucun autre financement significatif à l'Afrique du Sud (Stone, 2025).

Les principaux bénéficiaires de l'aide non humanitaire américaine étaient le [Nigeria](#) (US\$ 622 m), le [Mozambique](#) (US\$ 564 m), la [Tanzanie](#) (US\$ 560 m), l'[Ouganda](#) (US\$ 559 m) et le [Kenya](#) (US\$ 512 m). L'arrêt de ce financement risque d'engendrer une escalade des violations des droits humains et une diminution de la confiance du public envers leurs gouvernements respectifs, rendant ces pays vulnérables à une escalade de [l'extrémisme violent](#). Les groupes terroristes exploitent souvent le faible niveau de confiance des citoyens, les abus des forces de sécurité, ainsi que la [pauvreté](#) et l'exclusion sous-jacentes comme principaux outils de recrutement. Les conséquences potentielles de ce phénomène sont particulièrement alarmantes dans les pays [d'Afrique de l'Ouest](#), ainsi qu'en [Somalie](#) et au [Mozambique](#), où des groupes extrémistes violents sont responsables de violences généralisées (Stone, 2025). Un retrait partiel ou total d'Afrique créerait un vide important, permettant aux puissances autoritaires comme la [Chine](#) et la [Russie](#) – qui renforcent déjà leur influence sur le continent – d'étendre leur influence. Cela pourrait restreindre l'accès des [États-Unis](#) aux [marchés émergents](#), ce qui entraînerait des opportunités commerciales manquées dans une région au potentiel considérable et favoriserait le développement de politiques contraires aux intérêts américains. De plus, un retrait du continent africain pourrait entraîner une escalade des risques sécuritaires pour les États-Unis, créant un vide potentiel que les insurgés pourraient exploiter

⁷ Bulle : « Il nous a fallu 2 ans pour recevoir la ligne de vie... Mais est-ce suffisant pour remédier à cette crise ? » -- « BUDGET 2025 de l'Afrique du Sud. Le budget de Godongwana promet un financement amélioré pour le secteur de la santé — mais est-ce suffisant ? »

et compromettant la sécurité des Américains dans le monde entier. De plus, ce retrait entraînerait probablement une diminution de l'aide humanitaire et de la santé publique en Afrique, ce qui pourrait renforcer le sentiment d'abandon et potentiellement exacerber les relations diplomatiques à long terme (Stone, 2025).

L'espoir de [Cyril Ramaphosa](#) que le président Trump revienne sur ses menaces, qui comprennent les réparations raciales, la gestion du G20 et la désignation d'Israël comme agresseur, peut être réalisé dans le contexte d'un événement de golf et d'un accord commercial bilatéral, n'est pas réaliste (Bond, 2025). La survie de la tempête diplomatique entre [Washington](#) et [Pretoria](#), que les protagonistes de chaque camp peinent de plus en plus à gérer compte tenu du manque de sang-froid du régime maniaque du président américain Donald Trump, nécessitera l'une des trois voies suivantes : premièrement, la capitulation immédiate, qui impliquerait d'acquiescer aux exigences des partis dominants ; deuxièmement, les États et les sociétés peuvent agir individuellement pour exprimer leur désapprobation face à l'ignorance, à la désinformation et au [racisme](#) manifeste perçus du régime américain, même si l'impact sera limité ; troisièmement, un effort concerté de mobilisation d'autres États et sociétés est crucial pour orchestrer une contre-attaque vigoureuse contre Trump et ses principaux soutiens, les entreprises des secteurs de la technologie, de la finance et des énergies fossiles. Dans cette entreprise, il est primordial d'apporter une solidarité populaire aux forces sociales, aux États-Unis et dans le monde, véritablement attachées aux principes d'égalité et de durabilité. Le gouvernement sud-africain se trouve à un tournant décisif, incertain de s'aligner sur la deuxième ou la troisième voie. Cependant, il subit une forte pression de la part d'acteurs nationaux et internationaux influents qui prônent la première option (Bond, 2025).

Caricature 13: « Affamez-les... »⁸



Source: © [Zapiro](#), 17 Février 2025, Bond, 2025

Il est évident que [Trump](#), [Musk](#) et [Rubio](#) affichent un haut degré d'hostilité, ce qui peut être attribué à leur mépris pour la [DEI](#) (diversité, équité et inclusion) et le [changement climatique](#) (Bond, 2025). La forme particulière de DEI que Elon Musk, principal responsable des coupes

⁸Bulle : « Affamez-les ... Mozambicain ... Zimbabwean ... Mozambicain ... celui-ci est à nous ! » -- « Le ministre de la Police [Senzo Mchunu](#) et le ministre des Mines [Gwede Mantashe](#). Avec l'aimable autorisation de [Zapiro](#) ». – La caricature fait allusion aux réfugiés et travailleurs mozambicains et zimbabwéens travaillant en Afrique du Sud et confrontés à un accueil de plus en plus [xénophobe](#) (Kohnert, 2005).

budgétaires de Trump, désapprouve le plus fermement est la législation visant à corriger la discrimination positive de l'époque de l'[apartheid](#) pour les entreprises sud-africaines, qui, selon [PwC](#), sont les plus contraires à l'éthique au monde. Le terme « Black Economic Empowerment » ([BEE](#)) fait référence à l'objectif politique d'établir une bourgeoisie noire, un concept critiqué par les observateurs. Deux bénéficiaires importants du BEE sont le président Cyril Ramaphosa et son beau-frère, le magnat des mines de charbon [Patrice Motsepe](#) (Bond, 2025).

Si [Musk](#) introduisait les connexions internet par satellite [Starlink](#) en [Afrique du Sud](#), comme [Ramaphosa](#) l'avait demandé en septembre 2024 lors d'une réunion à [New York](#), la politique d'autonomisation économique des Noirs (BEE) obligerait Musk à trouver un associé copropriétaire à 30 %. Musk a qualifié ces lois de « loi sur la propriété ouvertement racistes », un sentiment qui pourrait être influencé par son éducation dans une famille marquée par la violence psychologique et sa formation dans une Afrique du Sud sous l'[apartheid](#) (Bond, 2025). En réponse à la déclaration ambiguë de Ramaphosa lors de son discours sur l'état de la nation, prononcée la veille au soir, « nous ne nous laisserons pas intimider », Trump a tenu une autre diatribe. Il a ensuite déclaré que l'Afrique du Sud avait adopté une position agressive envers les États-Unis et leurs alliés, accusant même [Israël](#), plutôt que le [Hamas](#), de [génocide](#) devant la [Cour internationale de justice](#). Par la suite, le président Trump a publié un décret stipulant que les États-Unis ne fourniraient plus de soutien financier ou logistique à l'Afrique du Sud. En outre, le président a ordonné que des mesures soient prises pour faciliter le rapatriement des réfugiés [Afrikaners](#) cherchant refuge contre la discrimination raciale présumée parrainée par le gouvernement, y compris les cas d'expropriation de biens à caractère racial discriminatoire (Bond, 2025).

Cependant, le 15 février 2025, [Bloomberg](#) a rapporté que le ministre néolibéral du Commerce de Pretoria, [Parks Tau](#), offrait des concessions à Washington en vue d'un accord de libre-échange bilatéral (Bond, 2025). Les conséquences potentielles de cet arrangement seraient d'assurer la rentabilité continue des succursales sud-africaines de plusieurs sociétés largement critiquées pour leur impact environnemental, ainsi que leurs principales exportations vers les États-Unis. La liste des sociétés impliquées comprend des noms importants tels que [BHP Billiton](#), [ArcelorMittal](#), [Sasol](#) (une ancienne société pétrolière parapublique sud-africaine), cotée à [New York](#), des constructeurs automobiles allemands et japonais de premier plan, et un certain nombre d'entreprises agroalimentaires. Les options commerciales potentielles avec l'Afrique du Sud sont les suivantes : Premièrement, le statu quo pourrait être maintenu. Deuxièmement, l'Afrique du Sud pourrait être retirée de l'African Growth and Opportunity Act ([AGOA](#)). Troisièmement, l'AGOA pourrait être entièrement supprimée. Parmi ces options, la dernière semble la plus probable, compte tenu de l'animosité manifeste envers l'Afrique observée. Le statu quo de l'AGOA offre des avantages tarifaires substantiels aux multinationales et aux propriétaires de plantations blanches dans les secteurs de l'automobile, de l'acier, de l'aluminium, de la pétrochimie et de la viticulture. Cependant, des inquiétudes ont été soulevées quant à la durabilité de ces avantages, avec des allégations d'impact environnemental significatif, notamment l'épuisement des ressources non renouvelables, les [flux financiers illicites](#) et les importantes [émissions de gaz à effet de serre](#), qui contribueraient à l'appauvrissement du pays (Bond, 2025).

En outre, [Ramaphosa](#) devrait prendre des mesures immédiates pour mettre fin au soutien apporté par les sociétés minières au réseau électrique israélien alimenté à 17,5 % au charbon (Bond, 2025). Le 11 février 2025, un important navire de transport de marchandises en vrac, le « Cape Friendship », est arrivé au port israélien de [Hadera](#) directement depuis [Richards Bay](#) en Afrique du Sud, transportant 170 000 tonnes de [charbon](#). Alors que des bénéfices sont tirés de ces expéditions (environ 8 millions de dollars chacune), le ministre sud-africain des

Affaires étrangères, [Ronald Lamola](#), a quant à lui autorisé son directeur général, [Zane Dangor](#), à contribuer à l'organisation du [Groupe de La Haye](#), une coalition de neuf pays qui défendent les principales juridictions internationales contre l'anarchie et les sanctions de l'administration Trump (Bond, 2025). Le 31 janvier 2025, la déclaration d'ouverture s'engageait à ce que [l'Afrique du Sud](#), la [Colombie](#) et les autres signataires « empêchent l'accostage de navires dans tout port... dans tous les cas où il existe un risque évident que le navire soit utilisé pour transporter du carburant et des armes militaires vers Israël, qui pourraient servir à commettre ou faciliter des violations du droit humanitaire, du droit international des droits de l'homme et de l'interdiction du génocide en Palestine » (Bond, 2025). Cependant, les affirmations de Ramaphosa concernant l'accueil du G20, fondé sur la solidarité, l'égalité et la durabilité, ont été mises à mal par les exportateurs locaux de charbon comme [Motsepe](#), mus par l'appât du gain. Cela a conduit à un scénario dans lequel le soutien de [Pretoria](#) à la [Palestine](#) semble inefficace (Bond, 2025).

Si Trump, Musk et Rubio ne retirent pas sans délai leurs critiques à l'égard de l'Afrique du Sud, Ramaphosa pourrait examiner attentivement les répercussions potentielles d'une telle décision, en collaboration avec les ministres des Affaires étrangères du G19 le 20 février. Il pourrait proposer l'expulsion des États-Unis du G20, compte tenu du tweet de Rubio, clairement orienté vers le sabotage (Bond, 2025). Cette sanction avait été initialement proposée par les dirigeants du [G7](#) à [Moscou](#) en 2014, à la suite de [l'invasion russe de la Crimée](#) ukrainienne ; cependant, le [G20](#) ne l'a pas mise en œuvre en raison de l'opposition des pays [BRICS](#) (Bond, 2025). Compte tenu de la décision des États-Unis de se retirer de [l'Organisation mondiale de la santé](#), une décision qui a suscité des inquiétudes quant à l'effort mondial de lutte contre les pandémies, ainsi que l'impact potentiel sur la recherche climatique et les engagements de réduction des émissions, il est logique de supposer que le G20 et d'autres institutions multilatérales pourraient envisager de prendre des mesures de rétorsion, y compris la possibilité d'expulser les États-Unis des Nations Unies, en particulier de son Conseil de sécurité, que certains observateurs ont qualifié de « néocolonial » par nature (Bond, 2025).

Cartoon 14: « Suppressions d'emplois — Excalibur de Ramaphosa » ⁹



Source: © Brandan Reynolds, [Business Day](#), 8 Août 2019

Le contexte sud-africain se caractérise par une fragmentation politique prononcée due à des [divergences idéologiques](#). En 2024, le pays a connu un tournant décisif, où le centre a cherché

⁹ Bulle: « Suppressions d'emplois ... N'y a-t-il pas un autre moyen ? » -- [Excalibur](#) est l'épée mythique du [roi Arthur](#) qui pourrait posséder des pouvoirs magiques.

à consolider sa position au sein des [élites de centre-droit](#) (Bond, 2025). Ce centre est jusqu'à présent resté stable dans le contexte d'un gouvernement d'unité nationale ([GUN](#)), qui a affiché un degré de fragmentation analogue à celui observé après [l'apartheid](#) (1994-1996). À l'échelle mondiale, il convient de noter que les dirigeants des pays membres du [G20](#) continuent de faire face à des défis en termes de [légitimité](#) politique. Cela remet en question la capacité d'un bloc de dirigeants influents à mettre en œuvre efficacement les principes de [solidarité](#), d'[égalité](#) et de [durabilité](#) (Bond, 2025).

Rien qu'en 2024, les [États-Unis](#) ont fourni US\$ 453 m (8,5 milliards de [rands](#)) de financement direct à l'Afrique du Sud au titre du [PEPFAR](#), avec une projection de US\$ 439 m (8,2 milliards de rands) en 2025 (Stone, 2025). En 2024, les programmes de l'[USAID](#) ont investi près de US\$ 60 m dans des initiatives visant à lutter contre le [changement climatique](#), à promouvoir [l'égalité des sexes](#), à soutenir la prévention de la violence communautaire et à défendre les principes démocratiques. Ce chiffre est particulièrement remarquable compte tenu de la forte dépendance de nombreuses [ONG](#) en Afrique du Sud à l'égard des donateurs internationaux, l'USAID ayant toujours été un contributeur important. La crise a été aggravée par le démantèlement rapide de l'USAID. Malgré une injonction temporaire d'un tribunal fédéral américain contre le gel, il semble que Trump soit réticent à respecter les limites de son pouvoir exécutif. Il a fait appel aux services d'[Elon Musk](#) pour identifier et éliminer ce qu'il considère comme des dépenses « inutiles » du gouvernement fédéral (Stone, 2025). Cela a entraîné la fermeture du siège de l'USAID à Washington, D.C., et Musk a qualifié l'agence « d'irréparable » et « d'organisation criminelle » qu'il convient de « démanteler » (CNN, 2023). Il semble que Trump et Musk considèrent tous deux l'aide destinée à sauver des vies, tant au niveau national qu'international, comme une dépense superflue (Stone, 2025).

Il est à noter que durant son premier mandat, Trump n'a effectué aucune visite sur le continent africain et a tenu des propos désobligeants à son égard (Kohnert, 2018). Par conséquent, son apparent manque de connaissance de l'Afrique du Sud et du continent africain en général n'est pas surprenant. Ce désintérêt a été encore accentué par le nouveau secrétaire d'État, [Marco Rubio](#). Le discours de Rubio (2025) sur le sujet a mis l'accent sur la priorité accordée aux relations des États-Unis en [Amérique centrale](#) et en [Amérique du Sud](#) par rapport à celles avec l'Afrique et le reste du monde, dans l'objectif de parvenir à un « [hémisphère occidental](#) prospère » (Stone, 2025).

Les répercussions de la réduction de l'aide étrangère américaine et leurs conséquences sur les soins de santé en Afrique du Sud peuvent être clarifiées par les éclairages apportés par la province, notamment ceux issus du [Comité de surveillance](#), de santé et de bien-être de l'hôpital du district de [Khayelitsha](#) ([WCPP](#)) du Cap-Occidental (Booyesen, 2025). Le Comité permanent s'est réuni pour examiner l'impact des réductions de l'aide étrangère américaine sur les services de santé du Cap-Occidental. Le ministère de la Santé et du Bien-être (DHW) a fourni des informations sur la crise de financement, ses effets sur les principaux programmes de santé et les stratégies de réponse du ministère. Les conséquences financières des circonstances susmentionnées comprenaient la perte de 365 millions de rands de financement des donateurs, dont une subvention de US\$ 10,5 m sur cinq ans de l'USAID, ce qui a engendré d'importants défis. Les répercussions de ces réductions ont englobé les domaines des programmes de [lutte contre le VIH](#) et la [tuberculose](#), les [campagnes de vaccination](#) et les services de santé communautaires, affectant 698 professionnels de santé, principalement issus d'organisations à but non lucratif (Booyesen, 2025).

Les ramifications juridiques du contrat en question pourraient servir de base à des actions ultérieures. Il est également important de noter que des considérations juridiques étaient en jeu. Le Comité a débattu de la question de savoir si le retrait du financement américain

constituait une [rupture de contrat](#), ce qui pourrait potentiellement constituer une base juridique pour une action (Booyesen, 2025). À cet égard, d'autres sources de financement ont été suggérées, notamment la recherche d'une assistance auprès du Trésor provincial, du [Fonds global](#) et de la [Commission nationale des loteries](#). Enfin, les membres ont souligné l'importance d'une [communication publique](#) claire afin d'éviter toute panique inutile et de maintenir la confiance dans la disponibilité des [antirétroviraux](#) (ARV) et des traitements contre la [tuberculose](#) (Booyesen, 2025). Le Comité avait l'intention d'inviter des représentants des [ONG](#) concernées pour discuter des défis et des mesures d'atténuation. Le Comité a déclaré qu'il restait déterminé à atténuer l'impact de ces réductions de financement et à assurer la continuité des services de santé essentiels. Les prochaines étapes consistaient à engager le Trésor, à explorer les voies juridiques et à obtenir des sources de financement supplémentaires tout en tenant le public et les parties prenantes informés (Booyesen, 2025).

Caricature 15: *Commentaire de Trump sur la fin du financement de l'USAID pour le VIH en Afrique du Sud*¹⁰



Source: © [Zapiro](#), *Daily Maverick*, 1 March 2025

¹⁰ Bulle: « Non-Américains ! Des millions d'Africains... Allez-y ! »

3.3 L'impact des réductions de l'aide à la santé sur la Zambie

Caricature 16: « L'USAID-Zambie s'associe à Sesame Street pour aider à éduquer les enfants en promouvant des moyens efficaces de lutter contre la propagation du COVID-19 »¹¹



Source: © USAID Zambia, 30 Mai 2020

Le [gouvernement zambien](#) a exprimé son intention d'améliorer l'efficacité des revenus miniers, du commerce et des investissements afin de combler les déficits budgétaires résultant de la réduction brutale de l'aide américaine par [l'administration Trump](#) (Kamwengo, 2025). Sous le mandat de [Joe Biden](#), la Zambie a entretenu des relations favorables avec les États-Unis, recevant une aide au développement s'élevant à près de US\$ 600 m par an. Une part substantielle de ces fonds, soit près des trois quarts, a été allouée au secteur de la santé publique par le biais du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida ([PEPFAR](#)) et d'initiatives multilatérales telles que le [Fonds mondial](#). Ces fonds ont facilité la fourniture de services communautaires visant à la prévention et au traitement du VIH/sida, du paludisme, de la tuberculose, du cancer du col de l'utérus et des maladies sexuellement transmissibles par les organisations gouvernementales et non gouvernementales. La décision de l'administration Trump de cesser de financer ces initiatives a entraîné la fin de nombreux projets à travers le pays, entraînant la perte d'emplois pour près de 23 000 personnes et provoquant une détresse émotionnelle. L'arrêt de ces projets a eu de graves conséquences pour les 1,2 million de Zambiens qui comptaient sur eux pour obtenir des médicaments antirétroviraux ([ARV](#)), des rumeurs circulant selon lesquelles les services gouvernementaux sont à court de médicaments (Kamwengo, 2025).

Entre autres, la forte baisse du soutien financier américain a déjà entraîné l'annulation de progrès significatifs dans les domaines de la santé et de la nutrition infantiles. Cependant, il est impératif de prendre en compte des facteurs allant au-delà de la simple quantité de réductions. La question qui se pose est celle de la manière dont ces évolutions ont été mises en œuvre. Dans certains cas, ces avancées se sont matérialisées de manière abrupte et sans préavis, nous empêchant ainsi d'élaborer des mesures pour atténuer leurs répercussions sur les initiatives en faveur des enfants (Ferguson, 2025).

En outre, les [femmes](#) et les [filles](#) en Zambie sont vulnérables aux pratiques d'exploitation du type « [sexe contre poisson](#) » en raison des réductions substantielles de l'aide étrangère américaine, comme l'a souligné [ActionAid](#) début mars 2025 (ActionAid, 2025). La fin soudaine du financement de l'[USAID](#) a contraint ActionAid à cesser ses efforts pour protéger les femmes des communautés de pêcheurs isolées de Zambie, privant ainsi ces communautés

¹¹ USAID Zambie : En réponse au #[COVID19](#), @USAIDZambia s'associe à [Sesame Street](#) pour aider à éduquer les enfants et promouvoir des moyens efficaces de lutter contre la propagation du #[COVID19](#), 30 mai 2020.

de ressources essentielles pour lutter contre les [violences sexistes](#). Il a été allégué que, dans ces camps, les hommes ne demandent pas de compensation financière ; ils insistent plutôt pour avoir des relations sexuelles en échange de poisson à prix réduit. Cette pratique du « sexe contre poisson » est devenue de plus en plus courante en Zambie. La sécheresse prolongée et les mauvaises récoltes ont poussé un nombre croissant de femmes à se lancer dans l'industrie de la pêche en quête de revenus. Néanmoins, pour un nombre considérable de personnes, le phénomène évolue rapidement vers un schéma récurrent de [maltraitance](#) et d'[intimidation](#) (ActionAid, 2025).

Comme ça, la crise en [Zambie](#) s'intensifie. Il est évident que les pénuries de nourriture et d'eau liées à la [sécheresse](#) ont eu un impact profond sur des millions de personnes, les femmes et les filles étant touchées de manière disproportionnée (ActionAid, 2025). Au premier trimestre 2024, la police zambienne a signalé que plus de 9 300 cas de violences sexistes avaient été enregistrés dans tout le pays. Cependant, étant donné que de nombreux cas ne sont pas signalés, il est raisonnable de conclure que ce chiffre ne représente qu'une proportion du total. Depuis 2023, le programme d'ActionAid, financé par l'USAID, a fait une différence tangible. Les groupes de surveillance des femmes dirigés par la communauté ont joué un rôle essentiel pour aider les femmes à échapper à l'exploitation et à signaler les abus, et des refuges et des soins médicaux ont été mis à la disposition des survivantes. Les campagnes de sensibilisation ont contribué à briser le silence qui règne autour de la pratique du « sexe contre poisson » (ActionAid, 2025). L'arrêt du projet peut être attribué à la décision des États-Unis de réduire leur aide étrangère, ainsi qu'aux coupes budgétaires importantes opérées par d'autres gouvernements, notamment ceux du [Royaume-Uni](#), de la [France](#), de la [Belgique](#) et de la [Suisse](#). Cette décision a entraîné l'arrêt du projet, laissant les femmes et les filles vulnérables. ActionAid craint que ces réductions de financement n'aient de graves conséquences sur des services essentiels, notamment les programmes de santé maternelle et les initiatives éducatives. On prévoit que les conséquences de ce phénomène se feront sentir pour des millions de personnes, entravant ainsi les progrès réalisés vers [l'égalité des sexes](#) à l'échelle mondiale (ActionAid, 2025).

Par ailleurs, le retour d'une [superbactérie](#) suscite des inquiétudes, notamment concernant les survivants de la [tuberculose](#) vivant avec le [VIH](#) et pris en charge par [CITAMplus](#), une organisation de santé communautaire en Zambie (Al-Waheidi, Advani et Martin, 2025). De nombreux patients ont bénéficié de soins médicaux gratuits dans le cadre du PEPFAR de [George W. Bush](#). CITAMplus a utilisé l'aide américaine pour former des bénévoles qui ont travaillé dans six provinces, encourageant les populations à se faire soigner et à suivre leur traitement. Mais en février 2025, l'organisation a reçu une lettre de licenciement, l'obligeant à mettre fin à l'action de proximité menée par 500 bénévoles (Al-Waheidi, Advani et Martin, 2025).

Des estimations récentes indiquent que les réductions de l'USAID ont eu un impact considérable au niveau national, notamment en Zambie. Ces réductions représentent une part importante du budget du pays, soit 59 % du programme national et 0,48 % du revenu national brut ([RNB](#)). De plus, l'ampleur totale de ces réductions s'élève à US\$ 126 m en termes absolus (Sandefur et Kenny, 2025).

La décision de [Washington](#) de retirer son financement aux initiatives de santé publique en Zambie et la fermeture des bureaux de l'USAID ont suscité des inquiétudes quant aux conséquences négatives potentielles des coupes budgétaires de l'USAID (Kamwengo, 2025). Cette situation a été aggravée par les propos de Trump lors d'une session conjointe du Congrès américain, où il a qualifié de « gaspillage effroyable » l'allocation de 250 000 dollars à un projet d'innovation pour une [action climatique locale végétale](#) en Zambie. Il a fondé cette

affirmation sur le postulat que les objectifs du projet n'étaient pas conformes à la position de son administration sur l'action climatique mondiale. Le projet promouvait des réformes réglementaires et des initiatives communautaires encourageant la [production alimentaire végétale comme stratégie de réduction des dommages environnementaux](#) causés par [l'élevage intensif](#) (Kamwengo, 2025).

Le retrait de l'aide au développement des États-Unis à la Zambie coïncide avec la reprise économique du pays, après les répercussions d'une grave sécheresse et de longues négociations sur la [restructuration de la dette](#) (Kamwengo, 2025). Cette évolution a suscité un consensus parmi les Zambiens de divers horizons politiques, qui ont reconnu l'importance d'accroître la mobilisation des [ressources](#) nationales et la [discipline budgétaire](#) au sein des agences gouvernementales. Le sentiment général est que la mise en œuvre de ces stratégies permettra à la Zambie d'atteindre son objectif de longue date : [l'autosuffisance](#) et le renforcement de sa [résilience](#) aux chocs extérieurs (Kamwengo, 2025).

**Caricature 17: « Twanwa (orage) à nouveau » :
détournement des frais de scolarité en Zambie ¹²**



Source: © [Choklet](#), Roy Kazembe, [Diggers](#)¹³, 8 January 2024

En outre, les utilisateurs zambiens des [médias sociaux](#) ont soutenu que les actions du président Trump offrent à la Zambie l'occasion de réfléchir aux raisons pour lesquelles l'Afrique est toujours dépendante de l'aide financière extérieure. Au lieu de cela, le gouvernement devrait concevoir des solutions innovantes pour financer ses besoins fondamentaux en services tels que les soins de santé (Kamwengo, 2025). Le président [Hakainde Hichilema](#) a également exprimé sa gratitude pour les mesures strictes de l'administration Trump, qui ont été interprétées comme un signal d'alarme pour le gouvernement zambien et les acteurs du secteur privé à assumer la responsabilité de la fourniture de services locaux. Hichilema a qualifié le retrait de l'aide américaine au développement d'appel clair pour que les pays africains utilisent leurs [institutions financières](#), le commerce régional et les investissements pour accélérer leur développement socio-économique (Hichilema, 2025). L'appel à une mobilisation accrue des ressources nationales n'est cependant pas un concept nouveau. Cette situation est encore aggravée par le sentiment des politiciens de l'opposition qui déplorent la [corruption généralisée](#) et plaident pour que le gouvernement favorise l'autonomie en améliorant l'efficacité de la collecte des recettes de [l'industrie minière](#) et en mettant en œuvre des réformes pour lutter contre la corruption et le [détournement de fonds publics](#) (Kamwengo, 2025). Cependant, jusqu'à présent, rien n'indique que les dirigeants zambiens aient entendu ces appels et continueront d'agir mieux.

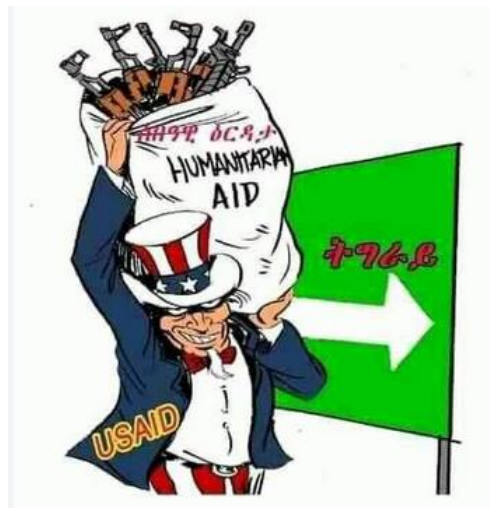
¹² Bulle : « Voilà l'oncle Ben... Il boit tout l'argent des frais de scolarité de ses enfants à cause du choléra ! »

¹³ Diggers est, de son propre aveu, la première publication multimédia de Zambie axée sur le journalisme d'investigation.

L'évolution de la politique étrangère américaine pourrait influencer l'approche du gouvernement zambien en matière de partenariats commerciaux et d'investissement avec des pays non occidentaux, notamment la [Chine](#) et la [Russie](#) (Kamwengo, 2025). Outre les réductions d'aide susmentionnées, plusieurs [gouvernements européens](#) ont fait part de leur intention de supprimer progressivement ou de réduire l'ampleur de leur [aide bilatérale](#) au développement à la Zambie, invoquant les pressions budgétaires engendrées par la [guerre en Ukraine](#). Ces réductions de financement, qui reflètent les décisions prises au lendemain de la [crise financière mondiale de 2008-2009](#), pourraient potentiellement affaiblir la confiance ou l'intérêt pour les perspectives d'engagement dans les partenariats Afrique-UE ([APE](#)) (Kamwengo, 2025).

3.4 L'impact des coupes dans l'aide à la santé en Éthiopie

Caricature 18: « Découvrez ce qui se passe au Tigré, en Éthiopie, au nom de l'aide »



Source: © [Addis Mekonnen on X](#), 25 Août 2021

[L'Éthiopie](#), pays de 120 millions d'habitants, a longtemps été considérée par les États-Unis comme un partenaire clé dans la [Corne de l'Afrique](#), une région instable jouxtant les voies de navigation stratégiques de la [mer Rouge](#). Elle était le principal bénéficiaire de l'aide américaine en [Afrique subsaharienne](#) avant que [Donald Trump](#) ne gèle les financements en février 2025 (Harter, 2025).

En 2023, l'Éthiopie a reçu US\$ 1,676 bn américains, soit la plus importante aide africaine, juste derrière l'[Ukraine](#) (Fumagalli, 2025). Ce financement ciblait les graves [sécheresses](#), les déplacements de population dus aux conflits et [l'insécurité alimentaire](#) aiguë, stabilisant ainsi une région cruciale pour la [géopolitique](#) de la Corne de l'Afrique. L'Éthiopie, qui se remet de deux ans de [guerre civile au Tigré](#), reste dépendante de l'aide étrangère pour reconstruire ses infrastructures et lutter contre l'insécurité alimentaire généralisée. Le Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) estime que plus de 20 millions d'Éthiopiens ont actuellement besoin [d'aide humanitaire](#). Une réduction du financement pourrait entraîner la [famine](#) et un regain d'instabilité, menaçant la sécurité régionale. Les implications géopolitiques sont tout aussi

importantes. L'USAID a contré l'influence croissante de la Chine et de la Russie en Afrique en fournissant une aide transparente et axée sur le développement (Fumagalli, 2025).

Graph 11: Les États-Unis ont versé plus d'un milliard de dollars d'aide à l'Éthiopie en 2023
10 principales sources de financement humanitaire déclarées, 2023



Source: © RedAppleEF, 2025; Guardian graphic. Sources: OCHA, Financial Tracking Service.

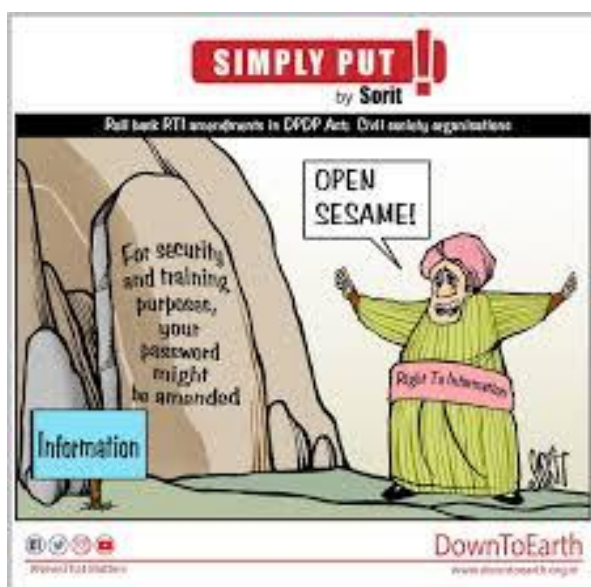
Note: * Fonds central d'intervention d'urgence. Tous les chiffres ont été arrondis

Avant même les coupes budgétaires de Trump dans l'aide de l'USAID, l'organisation avait suspendu son aide alimentaire à la [région du Tigré](#) en Éthiopie (AriseNews, 4 mai 2023). Il a été affirmé que l'aide alimentaire, destinée aux personnes confrontées à des conditions proches de la famine, était détournée puis vendue sur le marché local. Le gouvernement américain avait fait part de ses préoccupations aux représentants du gouvernement fédéral éthiopien et de l'Administration régionale intérimaire du Tigré. En réponse, ces derniers se sont déclarés prêts à collaborer avec les États-Unis afin d'identifier et de traduire en justice les responsables des transgressions présumées. Il est impératif de rappeler qu'un conflit armé de deux ans avait éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement fédéral et les forces dirigées par le Front de libération du peuple du Tigré ([FLPT](#)), le parti politique qui exerçait une influence considérable sur la région. Ce conflit a entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes, la création de conditions proches de la famine pour des centaines de milliers d'autres et le déplacement de millions de personnes. Par la suite, le gouvernement et les forces du Tigré sont parvenus à un consensus pour mettre fin aux hostilités en novembre 2023. Cette évolution a permis l'acheminement d'une aide supplémentaire dans la région et le rétablissement de certains services (AriseNews, 4 mai 2023).

Pourtant, le décret présidentiel de 2025, qui a entraîné un gel de 90 jours du financement de l'[USAID](#), a eu des répercussions importantes sur les activités en cours en Éthiopie. Bien que certains programmes vitaux aient bénéficié de dérogations, la majorité n'en a pas bénéficié, et les responsables de l'USAID dans le pays s'efforcent d'obtenir des exemptions pour leur travail, malgré le risque d'être licenciés par l'agence [d'Elon Musk](#) pour « l'efficacité gouvernementale » ([DOGE](#)). Cette décision a eu de lourdes conséquences pour les organisations humanitaires, affectant leur capacité à apporter un soutien dans des domaines aussi divers que l'alimentation et la santé, ainsi qu'à soutenir les réfugiés et les victimes d'abus

sexuels. Une importante cargaison de denrées alimentaires a été laissée à l'abandon dans des conteneurs, avec pour conséquence inévitable qu'elles risquent de se détériorer avant d'atteindre les millions de personnes actuellement en situation d'insécurité alimentaire. La distribution de [produits pharmaceutiques](#) essentiels aux structures médicales rurales éloignées a été temporairement suspendue. Comme le souligne Harter (2025), des milliers de personnes vivant avec le [VIH](#) et de survivantes de [violences sexuelles](#) sont brutalement coupées des réseaux de soutien si essentiels à leur bien-être. En 2023, l'Éthiopie a reçu une aide américaine de plus d'un milliard de dollars alors qu'elle était aux prises avec la sécheresse et un [conflit civil](#), ce qui en fait le premier bénéficiaire de l'aide américaine en [Afrique subsaharienne](#) et le cinquième au monde. La majeure partie de cet argent a été consacrée à [l'aide humanitaire d'urgence](#), allant des sacs de céréales, des médicaments et des biscuits énergétiques pour les enfants souffrant de malnutrition à l'eau et aux tentes pour les personnes déplacées. L'USAID a également investi des centaines de millions dans le renforcement des hôpitaux éthiopiens, la création d'emplois et l'amélioration de l'[alphabétisation](#). Tous ces projets visaient à soutenir le développement et la stabilité à long terme du pays (Harter, 2025).

Caricature 19: « Coupures de l'USAID : une crise humanitaire se déroule en Éthiopie et au-delà » ¹⁴



Source: © [Down to Earth](#), Youtube, Instagram, 2025

En 2024, l'économie éthiopienne a été gravement touchée par les chocs climatiques et les troubles civils. Le pays a été confronté à une crise alimentaire et à la [malnutrition](#) touchant près de 16 millions de personnes, dont la moitié des enfants (Harter, 2025). L'[USAID](#) a été le principal donateur de nourriture, distribuée par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) des Nations Unies et d'ONG telles que [Catholic Relief Services](#). La majorité de ces biens ont été achetés auprès d'agriculteurs américains, puis transportés en Éthiopie via [Djibouti](#), l'emballage portant le drapeau américain (Harter, 2025).

Même avant le gel de l'USAID, les agences éthiopiennes étaient déjà confrontées à un déficit de financement sans précédent. En 2023, par exemple, elles n'ont reçu que 29 % des US\$ 3,2bn requis. Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a été contraint de réduire de 40 % les rations allouées à près de 800 000 [réfugiés](#). En 2025, le nombre de personnes bénéficiant d'une aide alimentaire est tombé à 5 millions. Ce phénomène peut être

¹⁴ Bulle: « Pour des raisons de sécurité et de formation, votre mot de passe peut être modifié...
Sésame, ouvre-toi ! »

attribué à une baisse des besoins, ainsi qu'à des pénuries qui ont contraint les [organisations humanitaires](#) à réduire leur assistance à tous, sauf aux personnes les plus démunies (Harter, 2025). Malgré l'exemption des denrées alimentaires vitales prévue par le décret présidentiel de Trump, le PAM a dû obtenir une dérogation pour poursuivre la distribution de céréales américaines, ce qui a entraîné un retard d'une semaine dans les livraisons à des millions de bénéficiaires. Celles-ci ont maintenant repris. Cependant, le système de paiement de l'USAID était hors ligne, ce qui signifiait que l'agence n'était pas en mesure de se procurer de nouvelles denrées alimentaires une fois ses réserves existantes en Éthiopie épuisées. Ce phénomène exerçait déjà son influence. En mars 2025, 34 880 tonnes métriques de [sorgho](#), de [légumineuses](#) et d'[huile végétale](#), suffisantes pour subvenir aux besoins de 2,1 millions de personnes pendant un mois, sont bloquées dans le port de Djibouti. Cette situation est aggravée par le fait que les ressources financières nécessaires manquent pour rémunérer les entrepreneurs afin de faciliter le transport de ces marchandises vers l'Éthiopie. En conséquence, la cargaison risque d'être avariée avant de pouvoir atteindre ceux qui en ont besoin (Harter, 2025).

Les [soins de santé](#) constituaient la deuxième priorité de l'USAID en Éthiopie, après l'approvisionnement alimentaire d'urgence. L'agence allouait 200 millions de dollars par an au système de santé du pays (Harter, 2025). Ces fonds étaient alloués au ministère de la Santé, qui les distribuait ensuite aux bureaux régionaux de santé. L'USAID finançait également des projets d'organismes humanitaires visant à lutter contre les [maladies infectieuses](#) et la [malnutrition](#). L'Éthiopie connaît une résurgence de la [charge de morbidité](#) après des années d'efforts d'éradication fructueux. Par conséquent, le gel des dépenses n'aurait pas pu être plus défavorable. Une augmentation substantielle des cas de [paludisme](#) a été observée, leur nombre passant de 900 000 en 2019 à 7,3 millions en 2024. Cette escalade peut être attribuée à une combinaison de conflits, de changement climatique et de déficits de financement. Le nombre de cas de [rougeole](#) est passé de 1 941 en 2021 à 28 129 en 2023. Le financement de l'USAID a été alloué à diverses initiatives liées à la santé, notamment la [surveillance des maladies](#), le traitement des fistules, la prévention du paludisme, la mise en place d'unités de stockage frigorifique pour les médicaments, la réduction des risques pour la [santé infantile](#) et [maternelle](#), et l'approvisionnement en articles essentiels tels que les [gants chirurgicaux](#). Il a été démontré qu'une part importante de ces activités a été suspendue (Harter, 2025). La lutte contre le [VIH/sida](#) a également été un domaine d'investissement important des États-Unis. En 2023, le montant total des ressources financières allouées à l'Éthiopie pour soutenir sa lutte contre la maladie s'élevait à près de 3 milliards de dollars. On prévoit que le ministère éthiopien de la Santé pourrait être contraint de licencier plus de 5 000 personnes recrutées avec l'aide des États-Unis. Le projet, lancé cinq ans auparavant et visant à former des professionnels de la santé tels que des médecins, des infirmières, des sages-femmes et des chirurgiens, est désormais suspendu. Parallèlement, le programme de [vaccination contre la polio](#) a également été suspendu, ce qui a entraîné une pénurie potentielle de doses qui pourraient expirer avant d'avoir pu être administrées aux enfants. Les programmes financés par l'USAID, responsables de la livraison de médicaments contre le VIH, la tuberculose et le paludisme aux cliniques rurales, ont également été interrompus (Harter, 2025). L'Association sociale et de développement Tesfa ([TSDA](#)) était l'une des milliers d'ONG éthiopiennes à avoir reçu un ordre de cessation d'activité en janvier. Les 17 employés de son projet financé par les États-Unis dans la [région d'Amhara](#) ont aidé 40 000 personnes vivant avec le VIH, leur fournissant de la nourriture, des vêtements et du matériel scolaire pour leurs enfants. Ces mesures ont permis de réduire la pauvreté et de prévenir la propagation du VIH par la [prostitution](#) parmi les personnes en situation de dénuement. Ces pratiques ont désormais cessé (Harter, 2025).

L'impact de la réduction de l'aide s'est également fait sentir sur l'aide apportée par l'Éthiopie aux [réfugiés](#) (Harter, 2025). L'Éthiopie est devenue une destination importante pour les réfugiés en quête de sécurité face aux conflits armés et aux persécutions politiques dans des pays comme le [Soudan du Sud](#), la [Somalie](#), l'[Érythrée](#) et le [Soudan](#). Ce phénomène a fait de l'Éthiopie le troisième pays d'accueil de réfugiés en Afrique, après l'[Ouganda](#) et le [Tchad](#). En 2022 et 2023, les États-Unis ont fourni une aide financière de 240 millions de dollars au gouvernement éthiopien, afin de soutenir le pays dans son rôle de nation d'accueil pour les réfugiés. Le versement de ces fonds a été facilité par le [Département d'État américain](#), qui a récemment instauré un moratoire sur la majeure partie de l'aide étrangère, tout en suspendant simultanément les nouvelles initiatives d'aide. L'aide apportée par les États-Unis aux réfugiés en Éthiopie s'est étendue au-delà de la fourniture de nourriture, de tentes, de vaccins, d'eau et d'équipements de cuisine. Il a été signalé qu'une agence humanitaire a été contrainte de cesser des opérations qui ne sont pas considérées comme vitales. Ces opérations comprennent, sans s'y limiter, des conseils aux survivants de violences sexuelles, la promotion de pratiques d'hygiène pour prévenir la propagation du [choléra](#), la fourniture d'une aide financière pour faciliter la création de [petites entreprises](#) et la modernisation des [points d'eau](#) pour garantir leur sécurité pour l'usage humain et du bétail (Harter, 2025).

Enfin, les services de soutien aux survivantes [d'abus sexuels](#) ont également été impactés. Il est évident qu'un certain nombre d'initiatives offrant thérapie, hébergement et autre assistance aux personnes ayant subi des violences sexuelles ont été supprimées (Harter, 2025). Le Centre pour les victimes de torture ([CVT](#)), basé aux États-Unis, qui gère cinq sites dans la [région du Tigré](#) en Éthiopie, a été contraint de suspendre les séances de conseil et de physiothérapie pour les femmes ayant subi des violences sexuelles pendant le conflit dévastateur qui a ravagé le nord de l'Éthiopie entre 2020 et 2022. Le 27 janvier, le programme qui formait les professionnels de santé à reconnaître les cas de viol afin que les survivantes puissent recevoir un traitement approprié a également été interrompu. Il est impératif qu'une stratégie de sortie structurée soit mise en place pour les professionnels de la santé mentale. Cela implique une communication efficace avec les patients et la garantie d'une cessation d'activité en toute sécurité. L'arrêt brutal des déplacements était un événement soudain et inattendu. Comme l'a avancé Harter (2025), cela ne fait qu'exacerber le traumatisme vécu par la survivante.

En novembre 2024, l'USAID a lancé le projet « [Marchés pour l'assainissement](#) » (M4S), doté de US\$ 31 m, une initiative quinquennale visant à améliorer l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène en Éthiopie (Harter, 2025). Ce projet, qui s'appuie sur le succès de la précédente initiative « [Transform WASH](#) » de l'USAID, vise à fournir à 5,4 millions d'Éthiopiens un accès à des services d'assainissement de base et à permettre à 180 000 femmes et filles d'obtenir des produits d'hygiène et de santé menstruelle. Le projet M4S devrait être opérationnel dans plusieurs régions, notamment le [Tigré](#), l'[Amhara](#), l'[Oromia](#), le [Sidama](#), la [Somalie](#), le [Sud-Est de l'Éthiopie](#), le [Centre de l'Éthiopie](#) et le [Sud-Ouest de l'Éthiopie](#). L'objectif de l'initiative est de promouvoir le développement d'un marché de l'assainissement compétitif, garantissant ainsi que les produits et services soient à la fois abordables et accessibles, tout en promouvant des solutions fondées sur le marché afin d'assurer la durabilité à long terme (Harter, 2025). L'objectif de la mission était de « libérer le pouvoir des marchés pour impulser le changement et permettre aux citoyens éthiopiens de s'approprier ce changement » (Harter, 2025). L'initiative M4S s'inscrit dans le portefeuille en expansion de l'USAID pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH), qui représente actuellement un investissement de US\$ 190 m visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base dans les zones rurales et urbaines (Harter, 2025). L'interruption de l'aide à l'Éthiopie risque d'annuler des années de progrès. Les organisations humanitaires opérant dans le pays dépendent fortement du financement américain pour des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et le soutien agricole. De plus, la situation

stratégique de l'Éthiopie confère à sa stabilité une importance capitale pour l'ensemble de la [Corne de l'Afrique](#). L'instabilité politique et sociale qui règne dans le pays risque de constituer un terreau fertile pour l'émergence de groupes extrémistes, engendrant ainsi une escalade des menaces sécuritaires au-delà de ses frontières nationales (Harter, 2025).

L'impact des coupes budgétaires américaines dans l'aide internationale sur la région instable du Tigré en Éthiopie a été considérable, en particulier pour ses 2,4 millions d'habitants qui dépendent des céréales humanitaires, dont la majorité est fournie par les États-Unis (Getachew et Harter, 2025). Durant le conflit armé entre le gouvernement éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré ([TPLF](#)) qui a embrasé la région de 2020 à 2022, les restrictions imposées par le gouvernement éthiopien à la région rebelle ont entraîné une réduction significative des flux d'aide, devenus pratiquement indétectables. Par la suite, en 2023, les États-Unis et les Nations Unies ont suspendu leurs distributions d'aide céréalière au pays pendant plusieurs mois, invoquant un scandale de [corruption](#) en cours. Récemment, l'USAID a de nouveau mis fin aux livraisons de nourriture à un camp important, comptant plus de 20 000 habitants, situé aux alentours de [Mekele](#), capitale régionale du Tigré (Getachew et Harter, 2025). Par conséquent, un consortium d'agences humanitaires opérant au Tigré a été contraint de cesser ses activités de distribution. L'entité en question ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour se procurer du carburant, des camions et des chauffeurs afin de faciliter la distribution des stocks alimentaires existants. La quantité totale de sorgho en question s'élève à 5 000 tonnes, ce qui est suffisant pour nourrir 300 000 personnes pendant un mois. Cependant, le sorgho est actuellement stocké dans une installation à Mekele et risque de se détériorer avant d'être distribué aux personnes dans le besoin (Getachew et Harter, 2025).

Cependant, les réductions d'aide susmentionnées pourraient également contribuer au redémarrage économique de l'Éthiopie, transformant ainsi les réductions de l'USAID en un catalyseur de changement (Muleta & Gebre, 2025). Le [programme de réforme économique de l'Éthiopie](#) met fortement l'accent sur le rôle des partenariats public-privé ([PPP](#)) comme stratégie d'ouverture financière et de renforcement de la participation du [secteur privé](#) à l'économie (Muleta & Gebre, 2025). La réforme vise à intégrer les ressources et l'expertise du secteur privé dans des secteurs critiques tels que la santé, l'éducation et les infrastructures en encourageant les investissements locaux et étrangers. La libéralisation des marchés financiers engendre un environnement propice à l'investissement privé, favorisant ainsi de nouvelles opportunités de collaboration entre le gouvernement et les entreprises privées. Dans le contexte des services sociaux qui ont historiquement bénéficié du soutien de l'USAID, le recours à des modèles de partenariat public-privé (PPP) est apparu comme une solution potentielle pour assurer la continuité des services essentiels en Éthiopie, même face à la réduction du financement de l'aide étrangère (Muleta & Gebre, 2025).

Muleta et Gebre (2025) affirment que la réforme économique et l'ouverture financière de l'Éthiopie sont essentielles pour améliorer la mobilisation des ressources nationales. Le programme de réformes en cours vise à établir un environnement économique plus efficace et [inclusif](#), caractérisé par des politiques fiscales rationalisées et des systèmes d'administration fiscale modernisés. En élargissant l'assiette fiscale et en améliorant l'efficacité de la gestion des finances publiques, l'Éthiopie est en mesure de générer les ressources nationales nécessaires pour compenser les réductions de financement. Un autre volet des réformes est la [libéralisation financière](#), dont le potentiel est tel qu'il pourrait faciliter le développement de mécanismes de financement innovants, notamment les fonds souverains et les obligations de la [diaspora](#). Ces mécanismes ont la capacité d'attirer des capitaux locaux et internationaux. La mise en œuvre de ces réformes pourrait assurer un financement plus durable et réduire la

dépendance du pays à l'aide étrangère, soutenant ainsi son cheminement vers l'[autosuffisance](#) (Muleta et Gebre, 2025).

Enfin, le programme de réforme économique national de l'Éthiopie s'est avéré soutenir l'engagement d'autres donateurs pour faire face aux réductions de l'aide étrangère en favorisant la libéralisation financière et une intégration plus poussée aux marchés mondiaux (Muleta & Gebre, 2025). L'implication de divers partenaires, dont la Banque africaine de développement ([BAD](#)), les [BRICS](#) et le Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)), peut fournir une assistance financière et technique essentielle. De plus, la coopération Sud-Sud a été identifiée comme un canal pour le commerce, l'investissement et l'échange de connaissances avec les économies émergentes d'[Asie](#), d'[Afrique](#) et d'[Amérique latine](#). De plus, l'engagement des communautés de la [diaspora](#) constitue une stratégie essentielle pour la mobilisation des ressources grâce à l'utilisation d'obligations de la diaspora, de projets soutenus par les [transferts de fonds](#) et d'incitations ciblées, contribuant ainsi à atténuer les déficits de financement dans des secteurs particulièrement importants, notamment les infrastructures, la santé et l'éducation (Muleta & Gebre, 2025). Outre ses contributions financières, la diaspora éthiopienne possède une précieuse expertise technique, qui peut être mise à profit par le biais de réseaux de mentorat, de plateformes de conseil virtuelles et de collaborations de recherche conjointes. En outre, le renforcement de la coopération régionale pourrait faciliter les échanges commerciaux et les investissements, tandis que les organismes philanthropiques et les ONG pourraient apporter un soutien sectoriel crucial. Muleta et Gebre (2025) suggèrent également que l'Éthiopie devrait explorer la possibilité d'un allègement et d'une restructuration de sa dette, afin de libérer des ressources pour le développement.

3. Conclusion

Caricature 20: « Les craintes que les tarifs douaniers fassent de l'Amérique un État hostile aux Africains »



Source: © El-Bendary, 2025 ; Cai Meng/China Daily

Outre les réductions de l'[USAID](#), l'imposition de [droits de douane](#) drastiques par les États-Unis suscite une consternation généralisée à l'échelle mondiale (Kohnert, 2025). Cependant, le niveau de peur ressenti en Afrique est sans précédent en raison de l'impact négatif des droits de douane et des réductions de l'aide (El-Bendary, 2025). L'escalade des droits de douane a un effet délétère sur les économies des pays africains engagés dans des conflits armés. Cette escalade des droits de douane constitue une menace importante pour les relations commerciales de longue date entre les [États-Unis](#) et les [nations africaines](#) (El-Bendary, 2025). Si l'[Égypte](#) figure parmi les pays africains ayant bénéficié des droits de douane les plus bas (10 %), ses citoyens sont profondément irrités par la « [guerre tarifaire](#) » américaine qui, selon eux, nuira le plus à l'Afrique (El-Bendary, 2025). Les États-Unis d'Amérique ont imposé des droits de douane à 50 pays situés en Afrique. Les pays les plus touchés par cette décision sont [Madagascar](#) (47 %), [Maurice](#) (40 %), le [Botswana](#) (37 %), l'[Angola](#) (32 %), la [Libye](#) (31 %) et l'[Algérie](#) et l'[Afrique du Sud](#) (chacun 30 %). Les pays suivants ont été identifiés comme bénéficiaires de droits de douane s'élevant à moins de 30 % : la [Côte d'Ivoire](#) et la [Namibie](#) (21 % chacun), la [Tunisie](#) (28 %), le [Zimbabwe](#) (18 %), le [Malawi](#) (18 %), la [Zambie](#) (17 %), le [Mozambique](#) (16 %), le [Nigeria](#) (14 %), le [Tchad](#) et la [Guinée](#) (13 % chacun), le [Cameroun](#) (12 %) et la [RD Congo](#) (11 %). Comme l'affirme El-Bendary (2025), un droit de base de 10 % doit être mis en œuvre dans un certain nombre de pays, dont le [Bénin](#), l'[Égypte](#), l'[Éthiopie](#), le [Ghana](#), le [Kenya](#), le [Liberia](#), le [Maroc](#), le [Niger](#), le [Rwanda](#), le [Sénégal](#), la [Sierra Leone](#), le [Soudan](#), la [Tanzanie](#), le [Togo](#) et l'[Ouganda](#) (El-Bendary, 2025).

Le Secrétaire général de l'[ONU](#), [António Guterres](#), a averti que les réductions de l'aide, y compris de l'[USAID](#), menacent d'annuler les progrès du développement (Justino et Saavedra-Lux, 2025). Étant donné que la [pauvreté](#) a augmenté dans les pays touchés par des conflits malgré une tendance mondiale à la baisse, un tel renversement pourrait contribuer à l'instabilité mondiale. Les conflits violents sont déjà en hausse dans les pays qui dépendent fortement de l'aide étrangère. Des décennies de recherche montrent que les populations marginalisées sont les plus vulnérables à la (re)mobilisation au combat et ont tendance à être les plus touchées par les [conflits armés](#) (même après la fin des violences). La réduction de l'aide aux pays [d'Afrique subsaharienne](#), en particulier ceux qui se remettent d'un conflit

violent, pourrait pousser les pays fragiles sur la voie de l'instabilité politique (renouvelée) et du [sous-développement](#). Les populations déjà vulnérables subiront à nouveau le poids de nouveaux cycles de violence et d'appauvrissement (Justino et Saavedra-Lux, 2025). Les coupes dans l'aide au développement pourraient réduire le peu de marge de manœuvre dont disposent encore les [pays occidentaux](#) pour prévenir la montée de groupes armés opportunistes comme le [groupe russe Wagner](#), la propagation de l'extrémisme et le risque de conflit civil. La région du [Sahel](#) est emblématique de cette dynamique. Le [Mali](#) et le [Burkina Faso](#) ont connu l'année la plus meurtrière de leur histoire, leurs gouvernements militaires de transition luttant pour contenir les [insurrections djihadistes](#). Depuis le récent [coup d'État militaire au Niger](#), qui a entraîné le retrait de l'aide et des troupes internationales, le pays a également connu une recrudescence de la violence militante (Justino et Saavedra-Lux, 2025).

L'imposition de [droits de douane](#) importants sur la majorité des biens importés aux États-Unis risque de compromettre les avantages précédemment accordés aux pays africains en vertu de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique ([AGOA](#)), qui vise à promouvoir le développement économique et à réduire la pauvreté dans les pays ciblés. Le renouvellement de cette loi est prévu en septembre 2025 (El-Bendary, 2025). Adopté en 2000, l'Accord Afrique, Caraïbes et Pacifique ([ACP](#)) offre aux producteurs africains un accès en franchise de droits au marché américain pour certains produits. Un autre événement préjudiciable pour le continent africain est illustré par les réductions considérables du budget de l'[USAID](#) par les États-Unis. Celles-ci ont abouti à la suppression de milliards de dollars d'aide humanitaire à de nombreux pays africains (El-Bendary, 2025). L'imposition de droits de douane a suscité un sentiment général d'inquiétude au sein de la population africaine, qui perçoit ces mesures comme un obstacle à la capacité des pays africains à accumuler des devises étrangères, une nécessité pour le règlement de leurs [dettes internationales](#). Les conséquences potentielles de ce changement pourraient être considérables, avec la possibilité d'une détérioration des relations commerciales entre les deux continents et d'un changement de perception de la position américaine envers l'Afrique, pouvant conduire à une relation plus hostile. La question à laquelle sont désormais confrontés les Africains est celle de l'avenir du continent africain. La capacité des pays africains à gérer les complexités de la politique commerciale et d'aide américaine est un sujet d'intérêt majeur (El-Bendary, 2025).

[Trump](#) ne sait pas comment faire face à un ordre mondial en mutation et tente de définir le nouveau rôle de l'Amérique sur la scène internationale. Il n'a pas établi de liens avec le reste du monde et n'a pas réfléchi aux conséquences néfastes des [droits de douane](#) sur [l'économie mondiale](#) ni à l'aggravation du risque terroriste par la réduction de l'aide, notamment en [Afrique subsaharienne](#). Ces politiques tarifaires risquées témoignent de l'effondrement de l'empire américain et de sa réticence à accepter l'émergence d'un Orient face à un Occident en déclin. Le slogan « [Make America Great Again](#) » (Rendre sa grandeur à l'Amérique) est un appel au retour à un monde unipolaire, où l'Amérique était la puissance dominante de l'ordre mondial d'après 1945. L'empire américain, ou la « [Pax Americana](#) » (terme latin signifiant « paix par la puissance américaine »), traverse une crise profonde (El-Bendary, 2025).

Les [États-Unis](#) perdent la confiance de la [communauté internationale](#) dans leur capacité à garantir la sécurité (El-Bendary, 2025). Ce mécontentement mondial croissant, notamment en Afrique subsaharienne, se manifeste par le silence de [Washington](#) sur le [génocide israélien des Palestiniens](#), les coupes budgétaires dans l'aide étrangère, le retrait de l'Organisation mondiale de la santé ([OMS](#)) et [l'Accord de Paris sur le climat](#) (El-Bendary, 2025). Alors que le continent africain est aux prises avec les répercussions de la politique égoïste de Trump, il est impératif que les responsables politiques africains reconnaissent que cette politique représente une démarche stratégique pour contrer l'émergence d'un nouvel ordre mondial et

sauver l'économie nationale des États-Unis, actuellement confrontée à d'importants défis (El-Bendary, 2025).

Néanmoins, il est recommandé aux États africains de poursuivre les négociations avec les États-Unis comme une ligne de conduite préférable, plutôt que de recourir à des mesures de rétorsion en réponse à leurs tarifs douaniers et aux réductions de l'USAID (El-Bendary, 2025). Cependant, il est impératif de reconnaître que l'objectif principal des États-Unis n'est pas seulement l'acquisition de matières premières en provenance d'Afrique subsaharienne, mais plutôt la facilitation du commerce par la vente de leurs propres produits. Par conséquent, il est impératif que les Africains renforcent leurs marchés régionaux et le commerce intra-africain, comme l'illustrent l'Accord de libre-échange continental africain ([ZLECA](#)), la Communauté économique africaine ([AEC](#)) et la Zone de libre-échange africaine ([AFTZ](#)), en particulier en cas de non-renouvellement de la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique ([AGOA](#)) (El-Bendary, 2025).

Caricature 21: « L'impact des coupes budgétaires de l'administration Trump se fait sentir dans le monde entier » ¹⁵



Source: © [Popa Matumula](#), [Africartoons](#), [facebook](#), 23 Mars 2025

Alors que les [États-Unis](#) ont réduit leur aide étrangère, la [Chine](#) a progressé dans la construction d'alliances spatiales avec l'Afrique, concluant près d'une vingtaine de pactes avec des pays africains et répondant aux attentes des dirigeants africains en matière de coopération dans le domaine des hautes technologies. De plus, les États-Unis ont adopté une approche beaucoup plus idéologique des relations extérieures, subordonnant l'accès d'autres pays à leur marché, notamment à son Système généralisé de préférences ([SGP](#)), ainsi qu'à l'aide étrangère, à la perception de leurs actions comme contraires à leurs intérêts. Par ailleurs, Trump a menacé à plusieurs reprises d'imposer des droits de douane de 100 % aux pays [BRICS](#) qui cherchent à réduire le [rôle dominant du dollar](#) dans la finance mondiale (Tran, 2025). Les [droits de douane](#) américains et les contre-droits de douane imposés par d'autres pays ont suscité de vives inquiétudes quant à leur impact sur les perspectives de [croissance](#) et d'[inflation](#), non seulement dans les pays concernés, mais aussi sur l'économie mondiale dans son ensemble. D'autres pays se sont employés à renforcer leurs liens commerciaux afin de soutenir leurs [industries d'exportation](#) et de réduire les risques liés à une trop grande dépendance à l'économie américaine. Par ailleurs, l'[UE](#), bien que réduisant également

¹⁵ [MAGA](#) - Make America Great Again : « Popa montre comment l'impact des coupes budgétaires de l'administration Trump se fait sentir dans le monde entier ». © [Popa Matumula](#), [Africartoons](#), [facebook](#), 23 Mars 2025

significativement son aide en raison du réarmement, cherchera probablement à renforcer ses relations économiques avec l'Afrique, premier marché d'exportation de cette dernière. Outre son programme d'investissement [Global Gateway](#) d'une valeur de 150 milliards d'euros (163,8 milliards de dollars), l'UE renforcera ses relations avec 15 pays d'Afrique subsaharienne par le biais d'accords de partenariat économique ([APE](#)) (Kohnert, 2014).

Le lancement par l'Afrique du Système panafricain de paiement et de règlement ([PAPSS](#)), soutenu par 15 banques centrales et 500 banques commerciales de la région, présente un intérêt particulier en termes de développement autonome. Il permet l'échange direct de monnaies locales sans recourir à une monnaie véhiculaire comme le dollar (Tran, 2025). Cela contribuerait à stimuler les échanges entre les économies régionales, notamment dans le contexte de la mise en œuvre de la [ZLECA](#) (Tran, 2025), constituaient les plus grands marchés d'importation africains (Kohnert, 2021).

Caricature 22: « Architecte accidentel : les coupes budgétaires de Trump pourraient redessiner l'Afrique en couleurs vives »



Source: © Joseph Nyagah | Nation Media Group,
Onyango-Obbo, 15 Février 2025

De plus, le [sommet de l'ASEAN](#) d'octobre 2021 a démontré l'importance [géopolitique](#) accrue de la [région indo-pacifique](#) pour une coopération économique et culturelle afro-asiatique efficace (Kohnert, 2021). Il est évident que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ([ASEAN](#)) est devenue l'organisation régionale la plus performante d'Asie, et se classe au deuxième rang après l'Union européenne (UE) en termes d'influence mondiale. La création du Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique ([NAASP](#)) plus de 15 ans auparavant (2005) était une initiative visant à raviver [l'esprit de Bandung](#) du [mouvement des non-alignés](#) de 1955. À cette occasion, l'accent a été mis sur le renforcement des liens économiques. En 2013, la population de ces pays était d'environ 620 millions d'habitants, soit 8,8 % de la population mondiale. L'objectif du mouvement était d'utiliser les moyens de coopération économique et culturelle entre les pays afro-asiatiques afin de lutter contre le [colonialisme](#) et le [néocolonialisme](#) (Kohnert, 2021). Dans les années 1960 et 1970, la grande majorité des pays membres avaient acquis leur souveraineté et leur indépendance politique, à l'exception de la [Palestine](#). Néanmoins, la période qui a suivi la Conférence de Bandung a été marquée par un certain nombre d'évolutions défavorables, notamment la polarisation des pays asiatiques, le renforcement de [l'autoritarisme](#) politique et les interventions régionales. De plus, la majorité des nations continuaient de faire face à des défis économiques et politiques, notamment la pauvreté, le fardeau de la dette, le sous-développement, l'ignorance, la maladie et la dégradation de l'environnement. De plus, leur accès aux marchés des pays industrialisés restait limité. À l'échelle mondiale, le NAASP a reçu peu d'attention à ce jour. Malgré le

discours de longue date sur la [solidarité Asie-Afrique](#), les liens institutionnels et commerciaux formels entre l'Asie et l'Afrique restent limités. Malgré une augmentation des échanges interrégionaux, l'Afrique représentait une part relativement mineure de l'ASEAN, représentant environ 2 % de son marché total. Les principaux pays commerçants de l'ASEAN avec le continent africain étaient la [Thaïlande](#), [l'Indonésie](#) et [Singapour](#). Pendant ce temps, [l'Afrique du Sud](#), le [Nigeria](#) et l'[Égypte](#) constituaient les plus grands marchés d'importation africains.

Pourtant, l'appel aux Africains à [compter sur leurs propres forces](#) et à s'unir n'est pas nouveau, notamment en faveur d'une croissance autonome dans le secteur de la santé. Cependant, cet appel a généralement échoué en raison des intérêts égoïstes des élites nationales africaines, d'une [corruption](#) généralisée et de [détournements de fonds](#). [L'Afrique subsaharienne](#) est largement considérée comme l'un des endroits les plus corrompus au monde, un facteur qui contribue au retard de développement et à l'appauvrissement de nombreux États africains. Selon [Transparency International](#), six des dix pays les plus corrompus au monde se trouvent en Afrique subsaharienne. Certains économistes affirment que les gouvernements africains devraient lutter contre la corruption plutôt que de dépendre de l'aide étrangère, mais les efforts de lutte contre la corruption en Afrique ont jusqu'à présent donné des résultats mitigés (Hanson, 2009). De plus, la corruption est utilisée par les [investisseurs étrangers directs](#) pour contourner les déficiences de la région en matière d'infrastructures réglementaires et institutionnelles démocratiques, leur offrant ainsi un « coup de pouce ». Cependant, à mesure que le capital démocratique s'accumule, cette association se transforme en une « main tendue » (Gossel, 2018). Malheureusement, il n'existe aucune perspective réaliste que cela change dans un avenir proche.

Bibliographie:

- ActionAid** (2025): [USAID cuts leave women at risk of being forced into “sex for fish” exploitation in Zambia](#). *ActionAid, reliefweb*, 8 Mar 2025
- Al-Waheidi**, Majd & Reena **Advani** & Michel **Martin** (2025): [‘You can now die’: The human cost of America’s foreign aid cuts in Africa](#). *National Public Radio (npr)*, 19 March 2025
- Ansari**, Sadiya (2025): [“Terrifying”: US aid cut puts Namibian trans lives at risk](#). *Context-news*, Thomson Reuters Foundation, 19 March 2025
- AriseNews** (2023): [USAID pauses food assistance to Tigray Region of Ethiopia](#). *AriseNews*, 4 May 2023
- Bond**, Patrick (2025): [U.S. Rulers versus South African rulers – versus both, their peoples and ecologies](#). *CounterPunch*, 17 February 2025
- Booyesen**, M. (2025): [Impact of USA foreign aid cuts and the implications for healthcare in the province; Khayelitsha District Hospital Oversight. Health and Wellness \(WCPP\)](#). PMG (Parliament Monitoring Group), Health and Wellness (WCPP), Western Cape Committee, 21 February 2025
- Brink**, Debra ten et al. (2025): [Impact of an international HIV funding crisis on HIV infections and mortality in low-income and middle-income countries: a modelling study](#). *The Lancet HIV*, 26 March 2025, pp. 1-9
- Chima**, Obinna (2025): [Africa without begging bowls](#). *This Day Live*, 8 February 2025
- Dongue**, Paulin Guy Dazoue (2025): [The effectiveness of Aid for Trade in Sub-Saharan Africa](#). *Theoretical Economics Letters*, vol.15 (1), pp. 1-15
- El-Ali**, Sonia et al. (2025): [Human costs of US aid cuts laid bare as UK follows](#). *SciDev.net – Governance, ProQuest*, 11 March 2025
- El-Bendary**, Mohamed (2025): [Fears of tariffs making America a hostile state among Africans](#). *ChinaDaily*, 9 April 2025
- Ferguson**, Sarah (2025): [Foreign aid funding cuts harm the world’s children](#). *UNICEF (USA)*, 26 March 2025
- Fumagalli**, Mattia (2025): [America first? USAID budget cuts could hit Ethiopia hard](#). *DownToEarth*, 4 March 2025
- Getachew**, Samuel & Fred **Harter** (2025): [U.S. aid cuts hit Ethiopia’s fragile Tigray region](#). *PBS-news*, 13 March 2025
- Gossel**, Sean Joss (2018): [FDI, democracy and corruption in Sub-Saharan Africa](#). *Journal of Policy Modeling*, vol. 40 (4), pp. 647-662
- Hanson**, Stephanie (2009): [Corruption in Sub-Saharan Africa](#). Council on Foreign Relations, Washington D.C., 8 September 2009
- Holzinger**, Flavie & Xemartin **Laborde** & Riccardo **Pravettoni** (2025): [Le gel de l’aide des Etats-Unis met l’Afrique en danger : nos cartes pour comprendre](#). *Le Monde Afrique*, 12 April 2025
- Hourelid**, Katharine & Rachel **Chason** (2025): [Fear, pain and hunger: The dire impact of U.S. funding cuts in Africa](#). *The Washington Post*, 4 February 2025
- Jiwe**, Joto La (2025): [Uganda NGOs denounce impact of USAID cuts on human rights](#). *Erasing 76 Crimes*, 16 February 2025
- Joy For Children Uganda** (2025): [Impact of USAID Funding Withdrawal on Local Communities in Uganda](#). 28 January 2025

- Justino**, Patricia & Laura **Saavedra-Lux** (2025): [Opinion: Correcting aid allocation](#). *Telangana Today*, 20 November 2023
- Kaledzi**, Isaac (2025): [S. Africa: Funding cuts to USAID programs spark concerns](#). *DW*, 28 February 2025
- Kamwengo**, Cynthia (2025) : [Reality check for Zambia: Resilience in the face of US Aid Cuts?](#) *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*, Berlin, 26 March 2025, online, (n.p.)
- Kessous**, Mustapha (2025): [Après le démantèlement de l'Usaid, « faire un choix entre les plus vulnérables des plus vulnérables » en Afrique](#). *Le Monde Afrique*, 8 April 2025
- Kohnert**, Dirk (2025a): [How Elon Musk's expanding footprint is shaping the future of sub-Saharan Africa](#). [MPRA WP 123992](#) ; [SSRN WPS 5198196](#)
- Kohnert**, Dirk (2025): [Impact of Trump 2.0 on Sub-Saharan Africa](#). MPRA Paper No. 123735
- Kohnert**, Dirk (2024): [Navigating Rivalries: Prospects for Coexistence between ECOWAS and AES in West Africa](#). [MPRA WP 121550](#);
- Kohnert**, Dirk (2021): ASEAN and African relations: towards a renewed partnership ? MPRA Paper No. 110709; SSRN WP 3962361
- Kohnert**, Dirk (2018): [Trump's tariff's impact on Africa and the ambiguous role of African agency](#). *Review of African Political Economy*, 2018, vol. 45, No. 157, pp. 451-466
- Kohnert**, Dirk (2014): [African agency and EU- African Economic Partnership Agreements](#). *Review Article*. *Africa Spectrum*, 49 (2014) 3: 149-155
- Kohnert**, Dirk (2005): [Editorial: 'Politics of xenophobia'](#), *afrika spectrum*, 40.2005.2: 175-179
- Lay**, Kat (2025): [Aid cuts predicted to cause 2.9 million more HIV-related deaths by 2030 – study](#). *The Guardian*, 27 March 2025
- Miolene**, Elissa (2025): ['Like a big funeral': USAID cuts leave local partners fighting to survive](#). *Devex*, 17 March 2025
- Mokgonyana**, Karabo (2025): [USAid withdrawal: A blessing in disguise for Africa](#). *Mail & Guardian*, 31 March 2025
- Muleta**, Elfenesh & Yitina **Gebre** (2025): [Ethiopia's economic reboot: Turning USAID cuts into a catalyst for change](#). Institute of Foreign Affairs, Addis Ababa, 6 March 2025
- Musenze**, John (2025): [US aid freeze deals blow to Uganda's health, research](#). *SciDev. net-Health*, 10 Feb 2025, proquest.com
- Namakula**, Roberta (2025): [When Aid Goes Astray: How the 2025 Ban Exposed Africa's Fight for Accountability—and Why Entitlement is Killing Progress](#). *Medium* (American online publishing platform), 31 January 2025
- Ogieuhi**, I.J. et al. (2025): [Global partnerships in combating tropical diseases: assessing the impact of a U.S. withdrawal from the WHO](#). *Trop Med Health*, vol. 53 (36), pp. 1-16
- Onyango-Obbo**, Charles (2025): [Accidental architect: Trump's aid cuts could redesign Africa in vivid colours](#). *The East African*, 15 February 2025
- Osendarp**, Saskia et al. (2025): [The full lethal impact of massive cuts to international food aid](#). *Nature*, 26 March 2025
- PM** (2025): [Gov't addressing funding gaps following US aid cuts](#). *PM (Parliament of the Republic of Uganda)*, 6 March 2025
- RedAppleEF** (2025): ['The impact has been devastating': how USAid freeze sent shockwaves through Ethiopia](#). *Eritrea Focus*, 24 February 2025 (online, n.p.)

- Ruth**, Christian (2025): [Back to basics: Neoliberal development at USAID in the Cold War](#). *Diplomatic History*, 25 March 2025, n.p.
- Sandefur**, Justin & Charles **Kenny** (2025): [USAID Cuts: New estimates at the country level](#). *Center for Global Development* (CGD), 26 March 2025
- Sasipornkarn**, Emmy (2025): [S. Africa: USAID cuts could prompt over 500,000 HIV deaths](#). *DW, AFP, Reuters*, 27 February 2025
- Schwartz**, Jeremy (2025): [Integrating mental health and HIV care in Uganda amid USAID funding cuts](#). *Yale School of Public Health*, 7 March 2025
- Stone**, Kelly E. (2025): [Trump's funding cuts will hurt South Africa and the region](#). *ISS Africa*, 6 February 2025
- Tran**, Hung (2025): [Global implications of the tariff war: A focus on the new South](#). Policy Center for the New South, Policy Brief - N° 17/25 - March 2025, pp. 1-10
- Tsanni**, Abdullahi (2025): [Health aid cuts spur African calls for self-reliance](#). *Science*. 7 March 2025 vol. 387(6738), pp. 1022-1023
- UNAIDS** – South Africa (2025): [Country update South Africa: Impact of US funding freeze on HIV response in South Africa](#). UNAIDS, 7 March 2025
- UNAIDS** - Uganda (2025): [Impact of US funding cuts on HIV programmes in Uganda](#). UNAIDS, *Country Update Uganda*, 19 March 2025
- Whisnant**, Gabe (2025): [Trump Administration Moves to Formally Shut USAID Down: What to know](#). *MSN*, 31 March 2025
- Zumla**, Alimuddin et al. (2025): [Breaking dependency: strengthening the global tuberculosis response in the face of USAID cuts](#). *The Lancet*, vol. 405, Issue 10483, pp. 958 – 961

Abstract: *[Aid in retreat: The Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa]* - On 28 March 2025, the Trump administration formally notified Congress of its intent to dismantle nearly all remaining positions within the United States Agency for International Development (USAID), including the US President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR). This decision effectively terminates the operations of a key foreign aid institution, concluding over six decades of purported humanitarian and development engagement. USAID has long been a focal point of criticism for both the Trump administration and Elon Musk's Department of Government Efficiency (DOGE). However, the role of US and European aid in Africa has been fraught with contradictions. While framed as a mechanism for development, such assistance has frequently served geopolitical and neo-colonial interests rather than fostering sustainable, autonomous growth. Under the guise of economic liberalisation, aid has been instrumentalised to impose privatisation and deregulation policies, often to the detriment of local economies. USAID, in concert with the International Monetary Fund (IMF) and World Bank (WB), has prioritised large-scale agribusiness and monoculture production systems, undermining indigenous food sovereignty and displacing traditional agrarian practices. Consequently, African farmers have become increasingly dependent on imported seeds, chemical fertilisers, and industrial farming techniques, a paradigm that disproportionately benefits Western agribusiness conglomerates while exacerbating food insecurity across the continent. Compounding these challenges, concurrent reductions in aid budgets by the UK and EU, driven by militarisation priorities, threaten to inflict severe humanitarian consequences, particularly upon Africa's most marginalised populations. Since 2015, international donors have accounted for approximately 40% of HIV funding in low- and middle-income countries, with the US serving as the largest historical contributor. Sub-Saharan Africa stands to bear the brunt of these cuts, as critical prevention initiatives, including condom distribution and pre-exposure prophylaxis (PrEP) programs, face imminent discontinuation. The repercussions could reverse decades of progress, particularly in curbing mother-to-child HIV transmission and reducing paediatric HIV mortality. Yet, this crisis also presents a pivotal opportunity: the potential for Africa to reclaim agency over its developmental trajectory, unshackled from external conditionalities and structural dependencies. This juncture could catalyse an era of self-reliance, marked by regional collaboration, endogenous innovation, and economic sovereignty—principles embodied by initiatives such as the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). To navigate this transition, African governments could reorient policy toward home-grown solutions, empowering local entrepreneurs, smallholder farmers, and domestic industries as engines of equitable growth. However, the feasibility of such measures remains precarious, given entrenched elite capture and systemic corruption within many SSA governance structures. The subsequent analysis will demonstrate, drawing upon case studies from South Africa, Nigeria, Zambia, and Ethiopia, the political economy of aid withdrawal often renders transformative alternatives unviable, as ruling elites prioritise self-enrichment over structural reform.

Zusammenfassung: *[Entwicklungshilfe auf dem Rückzug: Die Auswirkungen der US-amerikanischen und europäischen Entwicklungshilfekürzungen auf Subsahara-Afrika]* - Am 28. März 2025 informierte die Trump-Administration den Kongress offiziell über ihre Absicht, fast alle verbleibenden Stellen innerhalb der US-Behörde für internationale Entwicklung (USAID) abzubauen, darunter auch den Notfallplan des US-Präsidenten zur AIDS-Hilfe (PEPFAR). Diese Entscheidung beendet faktisch die Arbeit einer wichtigen Entwicklungshilfeinstitution und beendet über sechs Jahrzehnte vermeintlichen humanitären und entwicklungspolitischen Engagements. USAID steht seit langem im Fokus der Kritik sowohl der Trump-Administration als auch von Elon Musks Department of Government Efficiency (DOGE). Diese Hilfe diente häufig geopolitischen und neokolonialen Interessen, anstatt nachhaltiges, autonomes Wachstum zu fördern. Unter dem Deckmantel der Wirtschaftsliberalisierung wurde Entwicklungshilfe instrumentalisiert, um Privatisierungs- und Deregulierungsmaßnahmen durchzusetzen, oft zum Nachteil der lokalen Volkswirtschaften. USAID hat in Abstimmung mit dem Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Weltbank (WB) großflächigen Agrarkonzernen und Monokulturen den Vorzug gegeben und damit die Ernährungssouveränität der einheimischen Bevölkerung untergraben und traditionelle landwirtschaftliche Praktiken verdrängt. Infolgedessen sind afrikanische Landwirte zunehmend von importiertem Saatgut, chemischen Düngemitteln und industriellen Anbaumethoden abhängig geworden, ein Paradigma, das westlichen Agrarkonzernen überproportional zugutekommt und die Ernährungsunsicherheit auf dem gesamten Kontinent verschärft. Diese Herausforderungen werden noch verstärkt durch die gleichzeitigen Kürzungen der Entwicklungshilfebudgets Großbritanniens und der EU aufgrund deren Aufrüstungsprioritäten. Diese drohen schwerwiegende humanitäre Folgen zu haben, insbesondere für die am stärksten marginalisierten Bevölkerungsgruppen Afrikas. Subsahara-Afrika (SSA) wird die Hauptlast dieser Kürzungen tragen müssen, da wichtige Präventionsinitiativen, darunter die Verteilung von Kondomen und Programme zur Präexpositionsprophylaxe (PrEP), unmittelbar vor dem Aus stehen. Die Folgen könnten jahrzehntelange Fortschritte zunichtemachen, insbesondere bei der Eindämmung der Mutter-Kind-HIV-Übertragung und der Senkung der HIV-Sterblichkeit bei Kindern. Doch diese Krise bietet auch eine entscheidende Chance: Afrika könnte die Kontrolle über seine Entwicklung zurückgewinnen, losgelöst von externen Auflagen und strukturellen Abhängigkeiten. Dieser Wendepunkt könnte eine Ära der Eigenständigkeit einleiten, geprägt von regionaler Zusammenarbeit, endogener Innovation und wirtschaftlicher Souveränität. Prinzipien, die Initiativen wie die Afrikanische Kontinentale Freihandelszone (AfCFTA) verkörpern. Um diesen Übergang zu meistern, könnten afrikanische Regierungen ihre Politik auf einheimische Lösungen ausrichten und lokale Unternehmer, Kleinbauern und die heimische Industrie als Motoren für gerechtes Wachstum stärken. Die Durchführbarkeit solcher Maßnahmen bleibt jedoch angesichts der tief verwurzelten Vereinnahmung durch die Eliten und der systemischen Korruption in vielen afrikanischen Regierungsstrukturen prekär. Die nachfolgende Analyse zeigt anhand von Fallstudien aus Südafrika, Nigeria, Sambia und Äthiopien, dass die politische Ökonomie des Hilfsentzugs transformative Alternativen oft undurchführbar macht, da die herrschenden Eliten ihre Selbstbereicherung über Strukturreformen stellen.